

**« LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE,
LA STRATEGIE DE LA CHINE »**

Sommaire

PREMIERE TABLE RONDE

Chine-Amérique, le G2, mythe ou réalité géopolitique ?

Accueil par Mme Marie-Françoise Bechtel, Vice-présidente de la Fondation Res Publica	7
« <i>Le G2, mythe ou réalité géopolitique ?</i> » par M. Jean-François Di Meglio, Président d'Asia Centre	10
« <i>Vers une guerre commerciale sino-américaine ?</i> » par Mme Sylvie Matelly, Economiste, directrice adjointe de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)	17
« <i>Le modèle économique de la Chine et la construction d'une mondialisation à la chinoise ?</i> » par M. Jean-Paul Tchang, Spécialiste de l'économie chinoise, cofondateur de <i>La Lettre de Chine</i>	26
Débat	31

DEUXIEME TABLE RONDE

La stratégie de la Chine derrière les nouvelles routes de la soie ?

Accueil

par M. Jean-Pierre Chevènement,
Président de la Fondation Res Publica 41

« *Les nouvelles routes de la soie, enjeux maritimes ?* »
par M. Mathieu Duchâtel,
Directeur du programme Asie et Chine à l'*European Council
on Foreign Relations*, auteur de l'étude « *Blue China : Navigating
the Maritime Silk Road to Europe* » (ECFR, avril 2018) 42

« *Que contient précisément le programme 'une ceinture, une route'
Quelle est l'ambition politique de Xi Jinping à travers ce projet ?* »
par M. Jean-François Huchet,
Professeur des universités à l'INALCO, vice-président à la recherche de
l'INALCO, ancien directeur du Centre d'études français sur la Chine
contemporaine, ancien directeur de la revue *Perspectives chinoises* 51

« *Comment la Chine perçoit-elle le monde et quelles sont les
ambitions de la politique étrangère chinoise ?* »
Par Mme Alice Ekman,
Chercheur, responsable des activités Chine du Centre Asie
de l'Institut français des relations internationales (IFRI), chargée
d'enseignement à Sciences Po..... 56

« *Quelle stratégie chinoise derrière le projet de Nouvelles routes de la soie ?* »
par M. Claude Martin,
Ambassadeur de France, ancien ambassadeur à Pékin, auteur de *La diplomatie
n'est pas un dîner de gala. Mémoires d'un ambassadeur. Paris-Pékin-Berlin*
(Éditions de l'Aube, mars 2018) 64

Débat final..... 72

PREMIERE TABLE RONDE

Chine-Amérique, le G2, mythe ou réalité géopolitique ?

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Merci à vous tous d'être venus si nombreux. Merci aussi à nos intervenants dont les propos seront écoutés avec la plus grande attention et le plus grand intérêt.

Nous abordons ce soir une question géopolitique de première importance, celle de l'évolution de la mondialisation dans sa dimension politique et celle d'une hégémonie peut-être duopolistique.

Après l'hégémonie de l'Empire britannique puis celle des États-Unis dans les deux précédentes mondialisations, assistons-nous, en ce XXI^{ème} siècle, à la fin de l'hyperpuissance des États-Unis, comme beaucoup de signes le montrent ?

La remontée historique de la Chine dans l'ordre mondial, si elle n'est probablement pas encore à son paroxysme, présente-t-elle les traits que lui prête souvent le monde occidental ?

Nous interrogerons aujourd'hui la notion de G2 – que nous avons ici nous-mêmes déjà interrogée¹ – à travers la question des routes de la soie. Cela me semble être un moyen de renouveler la question du duopole américano-chinois, abordée en général plutôt en regardant vers le Pacifique qui présente encore des signes très forts de la quasi-confrontation de ces puissances, y compris peut-être sur le plan militaire : il n'est que de songer à l'épisode coréen où l'on voit chacune des grandes puissances tenter d'affirmer que c'est elle qui a la main.

¹ *États-Unis - Chine : quelles relations ? Et la Russie dans tout cela ?*, colloque organisé par le Fondation Res Publica le 2 juin 2014. Les actes sont disponibles sur le site de la Fondation Res Publica www.fondation-res-publica.org

Nous renouvelons l'interrogation sur le G2 en la traitant à travers un projet qui cette fois nous fait regarder vers l'Est (l'Ouest pour la Chine).

La notion de G2 est-elle encore appropriée ? Ce sera l'objet de la première table ronde. Cette notion, qui renvoie à la dualité de la suprématie mondiale et à l'idée d'une relative concertation, est certes sémantiquement commode. Mais aucun des deux termes qui composent le G2, formule pourtant courte, ne me semble forcément pertinent dans la situation actuelle :

Nous n'avons pas un « G » parce que – à supposer que concertation il y ait sur certains points – ce n'est pas vraiment le même mode de concertation que celui qui caractérise le G8 ou le G20...

Le « 2 » mérite peut-être aussi d'être interrogé car si, à la fin du XX^{ème} siècle et au début du XXI^{ème} siècle, on voyait en effet se profiler une sorte de compétition duopolistique Chine-États-Unis, on peut se demander si la question ne se présente pas aujourd'hui sous des termes nouveaux. Récemment, la revue *Diplomatie*², à laquelle je remercie notre ami Jean-Paul Pagès, fin connaisseur du sujet, de m'avoir renvoyée, faisait état de tensions, avec la Russie d'une part, avec l'Inde d'autre part, liées au projet des routes de la soie. Il faudrait aussi parler de l'Europe car, pour la première fois, cette confrontation qui n'en est pas une (Chine-États-Unis) se déroulerait très largement sur le terrain... d'une Europe qui n'est pas là ! En effet, cet énorme « concept » (comme disent les Chinois) de routes de la soie, chiffré à 8 000 milliards de dollars – si j'en crois une présentation faite par la Chambre de commerce de Paris et China exim bank³ – se déploie d'une part en fuseau, d'Est en Ouest pour nous Européens, d'autre part en bassin dans la mesure où un port au Pakistan, avec relais au Pirée, permet d'englober l'Europe et d'aller vers l'Afrique. On peut également parler d'un quadrillage dans la mesure où je me suis laissé dire que les projets chinois avancent rapidement en ce qui concerne la confection de lignes à grande vitesse de fret entre le Nord de l'Europe et le Sud, reliant la Lituanie par exemple, au Pirée. Il est tout à fait singulier d'être dans la situation où un vaste continent européen qui se trouve littéralement « saucissonné » par le projet des routes de la soie semble muet alors même que la Chine dit, prétend, soutient (chacun choisira le verbe qui lui paraîtra le plus approprié) qu'elle

² « *Les nouvelles routes de la soie. Forces et faiblesses d'un projet planétaire* », tome 90 de la revue *Diplomatie*, éd. Areion, paru le 5 janvier 2018.

demande des partenariats, bilatéraux ou multilatéraux, y compris pour la confection des lignes à grande vitesse incluant d'ailleurs le lien entre l'Afrique et les ports de l'Ouest de l'Europe, c'est-à-dire les ports français. Tout cela crée peut-être une interrogation nouvelle qui est celle de l'absence d'un acteur, l'Europe, dans un G3, G4 ou G5 (en comptant aussi l'Inde et la Russie) qui, en nous projetant vers le milieu du XXI^{ème} siècle, pourrait dessiner un monde multipolaire dont nous sommes aujourd'hui très loin, j'en conviens.

J'ai toujours été interrogative sur la notion de G2 pour des raisons sémiologiques mais également pour des questions de contenu : en projetant l'idée du duopole nous sommes vraiment dans la pensée occidendo-centrée (certains disent occidendo-centriste) qui veut une verticalité de la puissance, avec deux puissances au sommet (une sorte de pyramide dédoublée), alors que, si l'on en croit les grands penseurs et connaisseurs de la Chine, tel Joseph Needham, la Chine ne pense pas la verticalité mais l'horizontalité, elle pense ce qui englobe, elle pense les relations plurielles, elle pense être au centre non d'une toile d'araignée mais d'un tissage. Si la notion de centre du monde est extrêmement présente dans sa culture elle ne pense pas les choses à la verticale.

Pour toutes ces raisons, je me demande si l'idée d'un duopole au sommet du monde était bien l'idée appropriée, même en me référant au passé.

En tout cas il me semble particulièrement pertinent de l'interroger aujourd'hui, grâce aux intervenants qui nous ont fait l'honneur et le plaisir de nous rejoindre pour cette première table ronde : « *Chine-Amérique, où en est le G2 ? Le G2, mythe ou réalité géopolitique ?* ». Je n'ai fait qu'effleurer le sujet, encore l'ai-je fait à ma manière, qui ne sera peut-être pas du tout la vôtre.

Nous entendrons d'abord Jean-François Di Meglio, président d'Asia Centre.

Le G2, mythe ou réalité géopolitique ?

Merci de m'accueillir.

M'exprimant le 4 juin, je ne peux appeler cette date autrement que le « 35 mai » car nous sommes obligés de penser à ce qui s'est passé le 4 juin 1989 à Pékin et utiliser du coup la seule périphrase pour désigner ces événements dramatiques que la censure ait laissé passer pendant quelques temps.

Entre le moment où nous avons reçu votre invitation, il y a deux mois, et le 18 mai, j'avais une idée assez précise du propos assez articulé que je pouvais tenir sur cette question du G2, étayé par une logique relue au cartésianisme français, qui n'est ni américain ni chinois, la question du G2 appelant une réponse « carrée ». Tout a volé en éclats le 18 mai quand Américains et Chinois ont commencé à se mettre d'accord. On a pu reconstituer un scénario le 24. Je rappelle que le 23 mai était l'échéance supposée des sanctions américaines contre la Chine (qui n'ont pas eu lieu). En ce début juin la situation a encore changé, le G7 économique qui s'est tenu la semaine dernière étant en fait un « G6+1 » ou un « G7-6 » car on y a vu les États-Unis apparaître à contre-courant de leurs propres alliés.

Pour toutes sortes de raisons, je vais, sur un plan aussi cartésien que possible, essayer de parler d'abord de G0 (G zéro).

Je parlerai ensuite de G2, ce qu'on m'a demandé de traiter.

Dans votre remarquable introduction vous avez évoqué ce qui constituera la troisième partie de mon propos : un « G2.0 », non plus un « Gⁿ » conforme à notre raisonnement cartésien, mais un « G » revu par la Chine.

J'espère que ces nombreux jeux de mots et de chiffres ne vous accableront pas mais parfois un jeu de mots peut faire passer beaucoup de choses.

Le G0 (G zéro)

Un G0 est un 0G (zéro G), un peu comme l'état de zéro gravité auquel on entraîne les spationautes à bord d'un avion qui plonge.

La semaine dernière on a vu un pseudo accord entre les États-Unis et la Chine, contre les Européens. Donc, avant-hier, on avait l'impression que les Européens faisaient les frais de la chose et on pouvait effectivement construire un propos tout à fait semblable à celui que vous avez développé, on était encore dans une certaine gravité. Mais, depuis hier, de nouvelles sanctions commerciales semblent menacer la Chine. On a agité le chiffre de 50 milliards, dans l'objectif de ramener à 200 milliards le déficit commercial sino-américain qui est de 313 milliards. Là on est dans un G zéro.

Après un certain nombre d'accords conclus le 18 mai nous sommes aujourd'hui devant la situation où Européens et Chinois semblent menacés, même si on sait bien que les Européens ont des enjeux bien moindres vis-à-vis des États-Unis dont, en même temps, ils sont les alliés. On est donc dans une espèce d'apesanteur totale où on ne sait plus qui pilote, si le pilote est parti en plongée pour nous mettre dans cet état de zéro gravité ou si ce G zéro est délibéré, voulu, de façon doctrinaire, par un président des États-Unis qui n'a aucun intérêt à respecter des règles établies de gouvernance et ne souhaite donc aucun « G », ou qui, au contraire, va systématiquement chercher une gouvernance à géométrie variable selon l'intérêt spécifique du *moment* où l'on parle (les lecteurs de la littérature chinoise reconnaîtront cette importance du du moment, le shi (时)), où tout se décide, l'instant stratégique).

Peut-être Trump est-il le plus chinois de tous, en ce sens que c'est seulement le moment, l'opportunité, le *dealmaking* sur la base des éléments qu'il a en main au moment où il a quelque chose à discuter qui compte et non pas la doctrine, cette absence de gravité.

Le G0 a été théorisé. Depuis 2012, des théoriciens s'échinent à nous dire que nous sommes dans une situation de G0. Mais je pense qu'entre 2012 et 2018 on était plutôt dans quelque chose qui s'apparentait à un G2, c'est-à-dire une volonté très forte, probablement plus forte en Chine qu'aux États-Unis, de trouver les points durs sur lesquels s'appuyer.

Le G2

Qu'est-ce qu'un G2 ?

It takes two to tango, vous l'avez dit, un G2 est une verticalité liée à une volonté de gouvernance. Et nul ne doute que jusqu'à un certain moment les États-Unis aient été animés de cette volonté de gouvernance. La question était : A-t-on en face de soi des partenaires qui veulent effectivement jouer ce jeu-là et

qui font tout pour être intégrés dans le jeu mondial ? La Chine a multiplié les initiatives qui semblent la mettre en marge d'un jeu à dominante occidentale, les routes de la soie dont on va parler en sont un exemple flagrant. Il est évident que les différents avatars des routes de la soie, que ce soit la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), que ce soit le Fonds pour la route de la soie ou les autres inventions de la Chine pour créer des structures de gouvernance parallèles, peuvent montrer que la Chine veut construire un autre monde. Néanmoins, elle a souhaité s'intégrer dans un monde où elle représente le deuxième PIB global. Elle a bien sûr souhaité être intégrée au FMI, y compris au prix de contorsions : sa devise, qui n'est pas convertible, est la seule qui appartienne au panier de devises du DTS. Mais la Chine a voulu cette reconnaissance et le montre dans ses propos. Je relisais avant de venir la relation que fait Martin Wolf, le grand éditorialiste du *Financial Times*, d'un séminaire à l'université de Tsinghua. Ses interlocuteurs chinois lui disaient : « *China does not want to run the world, China wants to cooperate* » ... Un certain nombre de messages que nous entendons systématiquement lorsque nous allons en Chine et qui nous montrent que la Chine veut participer à cette gouvernance. Après le XIX^{ème} Congrès, l'élément très important a été selon moi ce qui s'est passé après l'Assemblée nationale populaire, qui nous a montré une Chine revenant à des fondamentaux un peu rigides. Je sais que mon analyse est parfois contestée, on pense que je me fais un peu avoir par les jeux de miroirs envoyés par la Chine. Mais, à l'Assemblée nationale populaire, une personnalité a émergé et c'est cette personnalité qui est allée à Washington à la mi-mai pour empêcher que l'échéance du 23 mai soit fatale. Je parle de M. Liu He. Il faut se souvenir qu'en septembre 2008, au moment où, après la chute de Lehman Brothers, deux institutions financières américaines étaient sur le point de faire faillite et, probablement, la Chine d'arrêter d'acheter de la dette américaine, c'était déjà M. Liu He (cela nous renvoie vraiment au G2) qui avait finalement obtenu un accord avec les États-Unis, s'était engagé à continuer à acheter de la dette américaine et, en partie, à lancer le processus de reconstruction financière. Donc, à beaucoup d'égards – on pourrait multiplier les exemples – ce personnage de Liu He est important. Je n'ai rien dit de Wang Qishan, un personnage extrêmement ambivalent, à la fois « Monsieur anti-corruption » et « Monsieur Goldman Sachs ». Dans les années 90, il avait négocié les principales privatisations chinoises, il était l'interlocuteur de Goldman Sachs et il sait de quoi il parle quand il parle avec des Américains. Liu He, lui, parle parfaitement

anglais, tout comme le nouveau gouverneur de la banque centrale, Yi Gang, qui a même enseigné dans une université américaine.

En bref, ce G2 s'incarne dans des personnes, il s'incarne dans une volonté de faire des concessions au bon moment du côté de la Chine, on l'a vu entre le 15 et le 18 mai. Il s'incarne dans cette idée que « casser le jouet » serait catastrophique pour toutes les parties. Ce serait du perdant-perdant, par opposition au gagnant-gagnant cher aux Chinois.

Il y a donc bien l'esquisse d'un G2. On aurait pu aussi parler d'un jeu beaucoup plus géostratégique qui se joue en Mer de Chine du Sud, un affrontement dont on voit les limites. On aurait pu bien sûr parler de la Corée du Nord, on pourrait parler de Taiwan... Dans ce G2, à la fin des fins, il y a la reconnaissance que seules deux instances peuvent jouer un rôle significatif dans la gouvernance mondiale – tant pis pour l'Europe à ce stade-là – et que ces deux instances doivent se parler même si, de temps en temps, elles peuvent avoir des hiatus colossaux.

Quand Martin Wolf nous rapporte le propos très positif et très constructif de la Chine à Tsinghua je suis quand même tenté de dire qu'il est facile pour nous de dépeindre la Chine comme l'instance qui veut arrondir les angles, ce qui serait aller un peu vite en besogne, en particulier en matière de commerce international. Mais Martin Wolf a sans doute raison d'écrire, dans le dernier point de son article, au retour de Pékin, que cette année est cruciale pour savoir de quel côté on va. On a en effet l'impression d'une extraordinaire accélération des moments depuis le 1^{er} mai. Peut-être cette nuit se passera-t-il encore des choses... comme l'écrit Martin Wolf : c'est une année critique dans la question du G2.

Le G2.0.

L'expression « G2.0 » rejoint exactement votre point sur la verticalité et l'horizontalité. Un G2, dans l'esprit chinois, ça veut dire que « *It takes two to tango* ». Mais, de la même façon que dans un G7, on a toujours eu un « super 1 » et des « sous 6 », il y a quand même beaucoup de chances pour que dans un G2 l'on ait un « super 1 » et un « sous 2. » Dans la dialectique chinoise c'est très dangereux. Le Yin-Yang est une entité, non pas de deux mondes qui s'opposent ou qui s'affrontent, mais d'un seul monde dual, c'est ce qu'explique Cyrille J.-D.

Javary dans son très beau livre⁴. Donc, dans l'esprit chinois, qui dit G2 dit soit une intégration très forte, ce dont les Chinois ne veulent pas, soit l'idée, selon la lecture occidentale, d'un Yin (la Chine) montant par opposition à un Yang (les États-Unis) qui descendrait, ce qui obligerait la Chine à prendre le *leadership*. Or il est très clair qu'aujourd'hui la Chine n'a aucune envie de prendre le *leadership* que ce soit à un horizon proche, intermédiaire ou lointain. C'est trop de responsabilités. C'est pourquoi ce G2 est loin d'arriver. On le voit dans nombre de crises où les États-Unis sont englués (Syrie, Moyen-Orient...) où la Chine suit une voie un peu sinueuse mais n'indique pas systématiquement de quel côté elle est. Même sur la Corée du Nord le jeu chinois est extrêmement difficile à décrypter.

C'est pourquoi je parlais de G2.0. Ce G2.0 n'est pas propre à la Chine et aux États-Unis. C'est une gouvernance qui ressemble beaucoup à ce que la Chine a en tête parce qu'elle a toujours prôné la multipolarité. Mais, au-delà même de la multipolarité, elle nous dit que la logique des « camps » est peut-être obsolète. C'est toute l'idée des routes de la soie, en tout cas dans ma lecture. Les routes de la soie ont un caractère inclusif : celui qui signe entre dans un monde mais cela ne signifie pas qu'il quitte le monde d'où il vient. Nous avons beaucoup de mal à comprendre les routes de la soie, à comprendre la logique des relations internationales de la Chine que je définirai de façon un peu triviale : la Chine aime pratiquer le mou avec le dur et le dur avec le mou. C'est dire qu'elle n'est pas du tout dans une logique d'affrontement. Or ce G2, à un moment ou à un autre, conduirait à une logique d'affrontement. En revanche elle n'est probablement pas tout à fait opposée à la vision trumpienne qui nous désarçonne en permanence.

Avant même ce qui s'est passé durant le week-end dernier, lorsque les sanctions ont été de nouveau imposées à la Chine après le semblant d'accord du 18 mai, la chose qui m'a le plus désarçonné a été l'affaire ZTE (*Zhongxing Telecommunication Equipment*). Les 16 et 17 mai on voyait bien que Liu He était en train d'obtenir quelque chose des États-Unis. En même temps, avec la faillite possible de ZTE, Trump détenait une arme extraordinaire ! ZTE, numéro deux des télécom en Chine, ne peut continuer à vivre, à s'approvisionner, que si

⁴ *Le Yi Jing - Le grand livre du yin et du yang*, Cyrille J-D Javary, éd. du Cerf, 2014.

les embargos sur un certain nombre de composants américains sont levés. Or, ZTE, depuis avril, est en quasi cessation de paiement parce que ne pouvant pas produire, il ne peut pas être payé. C'est à ce moment que Liu He arrive aux États-Unis. Trump a alors une carte extraordinaire en main : s'il n'obtient pas ce qu'il veut ZTE pourrait disparaître, ne laissant subsister qu'un concurrent important, Huawei. Or, même avant de trouver un accord avec Liu He, Trump lève les sanctions, contre l'avis même des instances qui, sous Obama, avaient imposé ces sanctions à ZTE ! Il dispose d'une arme extraordinaire contre la Chine, il est en train de négocier, il est en mesure d'amener les Chinois à résipiscence... et il lâche avant d'avoir gagné ! Ce « G2.0 » est incarné pour moi par cette extraordinaire dialectique chinoise que Trump a peut-être comprise : En permettant à ZTE de redevenir un concurrent il en fait un client dépendant des États-Unis qui va donc payer en dollars. Ce faisant, il intègre ZTE dans cette zone dollar éminemment dangereuse où s'applique l'extraterritorialité du droit américain.

Qui est le dindon de la farce dans l'histoire ? Je ne peux pas me prononcer aujourd'hui. Je cherche simplement à vous montrer qu'on est vraiment dans un Yin-Yang où les deux s'interpénètrent. On ne peut pas dire si les intérêts de l'un et de l'autre conduisent à une gestion à deux ou s'ils débouchent sur des alliances qui tantôt opposent les États-Unis et la Chine à l'Europe (d'une certaine façon c'était le cas la semaine dernière), tantôt associent la Chine et l'Europe, comme la Chine le voudrait à travers les routes de la soie, ce qui n'est pas près d'arriver, en tout cas si on lit la position française. Il ne faut pas oublier que nous sommes membres de l'OTAN et que, quelque mal que nous veuillent les États-Unis et quelque ressentiment que nous ayons, nous ne sommes pas près de dénoncer notre appartenance à l'OTAN.

Un jeu auquel j'engagerais les dirigeants européens (si jamais j'étais écouté par qui que ce soit) serait de se rendre aussi imprévisibles que M. Trump et aussi mobiles que nos amis chinois. Je pense notamment à l'Iran. Nous ne pouvons pas rester dans la situation où les États-Unis nous placent vis-à-vis de l'Iran. En effet, tout échange avec l'Iran, que ce soit en dollars, et même probablement en euros, est passible de sanctions car l'euro est compensé dans des systèmes monétaires internationaux. Je proposerais de trouver un *deal* avec les Chinois auxquels nous proposerions de traiter en renminbi (qui n'est pas du tout dans les zones internationales de convertibilité). Nous devrions bien sûr

demander des concessions à la Chine en contrepartie de l'énorme faveur que nous lui ferions de traiter en renminbi et de rendre cette devise internationale.

En conclusion, nous devrions nous aussi, comme la Chine et les États-Unis, entrer dans ce G2.0 à configuration variable.

Merci.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Vous avez ouvert des perspectives en demandant aux dirigeants européens de faire preuve d'une subtilité qui n'est peut-être pas dans la logique cartésienne ou allemande et qui est en tout cas contraire à la façon dont ils voient traditionnellement les questions internationales.

Vous avez souligné à quel point Trump révèle un comportement si ce n'est subjectivement du moins objectivement chinois, en jouant avec subtilité, d'une manière qui étonne, notamment à propos des composants destinés à ZTE. Tout cela donne beaucoup à réfléchir. Évidemment, si l'imprévisibilité de Trump devient quasiment une question philosophique, je crains que l'Europe ne soit encore plus perdue dans un jeu à trois, sans oublier, encore une fois, la Russie et l'Inde. Peut-être l'Europe serait-elle bien avisée d'aller chercher d'autres partenaires pour essayer d'arriver non pas à un G5, ni même à quelque « G » que ce soit, mais à un jeu multiple, selon les phases, selon les espaces. Puisqu'on va parler des routes de la soie, peut-être l'Europe pourrait-elle faire ce choix d'une souplesse spatio-temporelle qui compenserait sa non-subtilité philosophique et diplomatique... De grands projets sont sur la table à l'échelle mondiale. Peut-être l'Europe pourrait-elle répondre présente dans ces projets et accepter la coopération que propose la Chine. Je peux témoigner que « coopération » est vraiment le mot que les Chinois emploient depuis le début du XXI^{ème} siècle. Je me souviens avoir entendu, dans des fonctions précédentes, la suite des ambassadeurs chinois en France répéter un discours identique : nous avons connu l'humiliation, puis nous avons connu la libération, nous voulons maintenant la coopération. Peut-être devrions-nous prendre au mot la Chine sur la coopération.

Je me tourne vers Sylvie Matelly, économiste et directrice adjointe de l'IRIS, qui traitera des tensions dans les relations commerciales sino-américaines, avec les chiffres, les contextes, intérieurs et international, et la mise en perspective géopolitique avec la question des « lignes rouges ». Je note que dans l'évolution des comportements de la Chine nous n'avons pas parlé de l'événement qu'avait constitué le discours de Xi Jinping, en ouverture du Forum économique mondial de Davos, début 2016, où tout le monde avait pointé l'absence américaine en ce qui concerne le libre commerce et la surprésence chinoise dans ce sommet.

SYLVIE MATELLE

Vers une guerre commerciale sino-américaine ?

Face à mes interlocuteurs et aux personnes présentes dans la salle je souffre aujourd'hui d'un handicap : Je ne suis pas du tout spécialiste de la Chine. Je parlerai en économiste à partir des chiffres et statistiques qui m'ont été demandés.

Je me positionnerai du côté des États-Unis pour essayer de voir quelle est la position américaine dans cette guerre commerciale sino-américaine. Je crois important et intéressant de rappeler un certain nombre de choses qui pour être assez connues sont parfois oubliées.

M. Di Meglio a souligné au début de son intervention que nous sommes aujourd'hui dans un épisode assez imprévisible de l'histoire des relations commerciales entre la Chine et les États-Unis. Un jour tout va mal et quelques jours plus tard tout semble aller bien... avant qu'on ne s'aperçoive que tout ne va pas si bien que ça car un certain nombre de différends subsistent.

Je reviendrai sur l'affaire ZTE, un dossier particulièrement intéressant. Au départ, début 2017, ZTE avait été condamné pour violation des sanctions américaines en Iran par l'OFAC (*Office of Foreign Assets Control*), l'organisme qui contrôle les sanctions et qui poursuit en cas de non-respect des sanctions. Les États-Unis considéraient que l'entreprise avait réexporté vers l'Iran des composants américains. Bien qu'ayant admis la faute, l'entreprise a poursuivi ses activités vers l'Iran et a, cette fois-ci, été sanctionnée beaucoup plus lourdement, au point de se retrouver au bord de la faillite. C'est là qu'on

s'aperçoit de tout le poids de cette « extraterritorialité » (le mot est assez mal trouvé mais résume bien et tout le monde comprend de quoi il s'agit). Les Américains avaient bloqué la possibilité pour ZTE d'exploiter des composants américains dont le système d'exploitation mobile *Android*. Le Sénat américain s'oppose pour autant aujourd'hui à l'accord conclu par le président Trump avec les autorités chinoises sur ce dossier pour sauver ZTE. Cette affaire est à l'image de ce qu'est aujourd'hui la relation commerciale entre les États-Unis et la Chine : « Je t'aime, moi non plus » ou alors : « Je te déteste pourtant j'ai besoin de toi ».

J'aborderai ce contexte en trois points dans le cadre de mon exposé.

Tout d'abord, aux États-Unis, la vision de la relation bilatérale s'est dégradée depuis la fin des années 1990. La société civile, l'opinion publique, les politiques américains ont une représentation extrêmement paranoïaque de la Chine que, de manière avérée ou non, ils perçoivent comme une menace.

Dans un deuxième temps, je parlerai des intérêts économiques extrêmement forts au nom desquels, au contraire, des *lobbies*, des acteurs économiques poussent au renforcement de la relation.

C'est dans cette situation assez schizophrénique que le Président Trump – qui semble prendre un certain plaisir à ce type de situation assez compliquée – essaye de se mouvoir. Cela donne une certaine forme d'illisibilité à tout ce qui se passe.

Enfin, je conclurai sur l'Europe et sur la position européenne. Un point sur lequel je ne suis pas très optimiste et je n'ai pas vraiment de recette.

Une vision de la relation bilatérale très dégradée aux États-Unis depuis longtemps...

Les Européens ont un peu de mal à cerner et à intégrer le fait qu'aux États-Unis les questions économiques sont aussi des questions stratégiques et des questions de politique étrangère. Dans ce pays, les choses sont beaucoup moins « en silo » que ce n'est le cas en Europe et tout est relativement lié.

L'extraterritorialité explique un certain nombre de choses, et pas forcément la théorie du complot, même si le résultat est le même.

Deux aspects sont donc intrinsèquement liés dans la perception qu'ont les Américains (je dis bien les Américains et pas les États-Unis) de la Chine : une dimension de sécurité nationale et une dimension économique, avec une sorte

de difficulté à percevoir et à cerner la réalité de la relation économique à la Chine. Ils ont l'impression d'être directement menacés par la montée en puissance chinoise sans se rendre compte qu'ils y ont des intérêts économiques extrêmement importants.

La dimension sécurité nationale n'a rien de nouveau. Il ne faut pas oublier que la Chine est sous embargo sur les armes de la part de l'Europe et des États-Unis depuis 1989. En 1996, un événement peut-être moins connu mais relativement significatif montre cette difficulté de la relation sino-américaine : c'est le renforcement du contrôle des exportations, non pas des armes puisqu'il y avait un embargo, mais des exportations double usage dans le secteur spatial et plus spécifiquement les satellites à destination de la Chine. Cela paraît anecdotique mais je crois intéressant de le rappeler. La télévision américaine avait diffusé un reportage effrayant, avec musique de *thriller*, révélant que les Chinois étaient en train d'innover à une vitesse prodigieuse sur la question spatiale. La guerre des étoiles, avertissait-il, ne se fera pas contre la Russie mais très probablement contre cette Chine menaçante. Dans la semaine qui suivit, le Congrès américain demanda un certain nombre d'études à ses services de recherche, et, sans attendre les résultats de ces études, décida, par précaution, de renforcer le contrôle sur les exportations et d'interdire les exportations de satellites. Il s'avéra quelques semaines plus tard que ce reportage était fondé sur peu d'éléments et beaucoup de bluff. Mais le contrôle des exportations et l'interdiction des exportations des composants satellitaires vers la Chine durera plus de dix ans (c'est Obama qui reviendra là-dessus) pendant lesquels l'industrie satellitaire américaine a perdu beaucoup de plumes... au profit, pour le coup, des Européens ! On était véritablement dans cette sorte de paranoïa vis-à-vis de la Chine en matière de sécurité qui, si elle n'était pas totalement infondée, était fortement instrumentalisée par un certain nombre de politiques et d'experts de ces questions parce que c'était vendeur, certains diront parce que ça créait un ennemi et que les États-Unis ont toujours eu besoin d'un ennemi. Aujourd'hui on est à nouveau dans ce contexte où, dans l'administration américaine, des hommes forts sont extrêmement négatifs, extrêmement virulents vis-à-vis de la Chine. Parmi eux, Wilbur Ross (secrétaire américain au Commerce), l'US Trade (*United States Trade Representative* ou USTR), le représentant au commerce, M. Lighthizer... et un profil intéressant, M. Navarro. Ce monsieur brillantissime, qui travaille sur les questions environnementales, avait soutenu dans les années 70 une thèse qui reste l'un des

documents les plus consultés sur internet. Et puis, dans les années 90, il découvre la Chine et prend peur. Il multiplie aujourd'hui les ouvrages extrêmement virulents à l'encontre de la Chine, avec, à côté d'éléments totalement fondés, des éléments complètement invérifiables et extrêmement discutables⁵. Aujourd'hui ces personnes expliquent au président Trump combien il est vital de se méfier de la Chine pour des questions de sécurité nationale.

Sur les sujets beaucoup plus objectifs que sont les intérêts américains en Asie, depuis des décennies un positionnement des Etats-Unis en Asie vise à contenir la Chine. Le deuxième aspect de cette méfiance, de cette vision très dégradée qu'a l'opinion publique américaine de la Chine est donc la question économique et commerciale, avec cette idée que l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 a probablement été une erreur majeure de l'administration américaine. Il faut se souvenir du contexte dans lequel elle s'est produite, en décembre 2001, quelques semaines après les attentats de septembre. L'été 2001 un dossier extrêmement compliqué avait provoqué un froid entre la Chine et les États-Unis : les Chinois avaient intercepté des avions de combat américains dont ils avaient capturé les pilotes qu'ils avaient gardés un certain temps. Il y avait donc une sous-situation extrêmement tendue. Au moment de l'attaque du *World Trade Center*, les Chinois réagissent très rapidement. Jiang Zemin a été l'un des premiers à appeler George Bush pour l'assurer de son soutien, ce qui a profondément touché le Président américain. On a donc décidé qu'il était temps que la Chine entre à l'OMC et les négociations ont été accélérées dans l'objectif d'une normalisation des relations commerciales avec ce pays.

Il y a une chose que ni les Européens ni les Américains n'avaient anticipée au moment de l'entrée de la Chine à l'OMC, même si on savait que ce serait difficile et que cette situation nouvelle créait un certain nombre de menaces. Quelques années plus tôt il avait été décidé que les accords multifibres⁶ seraient

⁵ Peter Navarro a été nommé par Donald Trump à la tête d'un Conseil du commerce national, bureau dépendant de la Maison Blanche.

⁶ Cet accord en vigueur entre 1974 et 1994 portait sur le textile, vêtements en coton, laine et fibres synthétiques. Il prévoyait l'imposition de restrictions quantitatives sélectives lorsque des poussées soudaines des importations menaçaient de porter un préjudice grave à la branche de production du pays importateur. Il constituait une dérogation au principe de la non-discrimination, règle fondamentale du GATT. Le 1^{er} janvier 1995, il a été remplacé par l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements qui

démantelés en 2005. Et on voit arriver au début de l'année 2005 des cargos chargés de textiles chinois qui inondent le marché américain, affaiblissant profondément une industrie textile américaine qui n'avait pas besoin de ça. Parallèlement on s'aperçoit que la Chine n'est pas l'économie ouverte qu'on imaginait qu'elle deviendrait en entrant à l'OMC. Le contrôle des investissements directs étrangers, les subventions, la politique de soutien à l'industrie... contribuent à fausser la concurrence avec l'industrie chinoise. Selon un rapport du Congrès américain sorti au mois d'avril où je puise mes chiffres, le commerce bilatéral, qui s'élevait à 2 milliards de dollars en 1979, dépasse aujourd'hui les 600 milliards de dollars dont un quart des États-Unis vers la Chine et les trois quarts de la Chine vers les États-Unis. La balance commerciale qui au début des années 80 enregistrait un excédent commercial en faveur des États-Unis de presque 3 milliards de dollars enregistre en 2017 un déficit commercial qui s'élève à 375 milliards de dollars, en augmentation de 13 % sur un an. Ce renversement de situation massif donne cette impression que les Chinois sont en train d'essayer d'affaiblir durablement l'économie américaine. Effectivement, le commerce bilatéral américain avec la Chine a entraîné un affaiblissement, voire la disparition de secteurs entiers de l'économie américaine, dans le textile, l'acier etc. Le secteur textile était l'une des principales industries américaines au début du XX^{ème} siècle, autour du coton et d'innovations comme le nylon. 95 % de la consommation américaine de textile était couverte par la production américaine en 1965, ce qui représentait 2,8 millions d'emplois dans ce secteur d'activité. Ils sont moins de 500 000 aujourd'hui. On ferait les mêmes observations en prenant l'exemple de l'acier. Cette situation donne l'impression que la relation n'a pas été profitable aux États-Unis, bien au contraire.

Si on lie les questions de sécurité nationale et ces questions commerciales, on comprend que la perception qu'ont les Américains de la relation à la Chine n'est pas très favorable.

Une réalité beaucoup plus nuancée

Vous avez rappelé le financement de l'économie américaine par la Chine. J'ai les chiffres pour compléter votre propos, (toujours extrait du rapport dont je

mettait en place un processus transitoire en vue de la suppression définitive de ces contingents en 2005.

vous parlais à l'instant) : en 2007, les Chinois détenaient pour 478 milliards de dollars de bons du Trésor américain. Lorsque la finance américaine s'effondre au moment de la crise de 2008, loin de se retirer, les Chinois amplifient leur investissement, à tel point qu'à la fin de l'année 2008, les Chinois détiennent 727 milliards de dollars de bons du Trésor américain. Où trouver des investisseurs qui vous accordent une telle confiance, en pleine période de crise – alors qu'ils ont perdu beaucoup d'argent – qu'ils passent, alors que vous êtes au plus mal, d'un investissement de 478 milliards à un investissement de 727 milliards (+ 52 %) ! Aujourd'hui, les Chinois détiennent 1185 milliards de dollars de bons du Trésor américain, presque deux fois et demie de plus qu'en 2007. Ils ont donc continué à investir dans cette économie.

On sait aussi que le commerce bilatéral avec la Chine a permis au consommateur américain de bénéficier de tarifs beaucoup plus avantageux. Selon une estimation, chaque foyer américain gagnerait à peu près 200 dollars par an du fait de sa consommation de produits chinois. Ce n'est pas énorme mais cela représente quand même un gain pour le consommateur et un accès à plus de consommation.

On a parlé de la dépendance de ZTE aux composants américains mais l'inverse est vrai : les entreprises américaines de technologies de l'information et de la communication (TIC) sont extrêmement dépendantes de leurs relations commerciales avec la Chine.

Ce sont des éléments qui portent à maintenir ces relations commerciales bilatérales qui, contrairement à une idée largement répandue aux États-Unis, ne sont pas uniquement favorables aux Chinois, loin s'en faut.

2,6 millions d'emplois aux États-Unis dépendent directement du commerce de ce pays avec la Chine, devenue le troisième client des États-Unis en 2015.

Le marché chinois représente 7,3 % des exportations américaines soit 165 milliards de dollars de biens et services exportés chaque année des États-Unis vers la Chine.

Un certain nombre de secteurs d'activité qui en profitent directement. C'est le cas du secteur des transports (26 milliards d'exportations vers la Chine), c'est aussi le cas de l'agriculture (21 milliards) – et ce n'est pas un hasard si dans l'accord négocié le 18 mai, l'agriculture était l'un des aspects importants – et de l'électronique (20 milliards d'exportations américaines vers la Chine).

Surtout, on estime que le développement économique de la Chine est une véritable opportunité pour les entreprises américaines. Un rapport de la

Chambre de commerce américaine à Pékin estimait qu'en 2030 les exportations américaines vers la Chine pourraient s'élever à 520 milliards de dollars. Même si les Américains sont déficitaires dans leur commerce avec la Chine, la balance commerciale sur les services entre la Chine et les États-Unis génère en 2017 un excédent de 53 milliards de dollars pour les États-Unis. Certaines entreprises profitent directement et de manière très forte du commerce américain avec les États-Unis. C'est le cas de Boeing, qui a livré 202 avions en 2017, ce qui représente 25 % des ventes de cette entreprise. C'est le cas de General Motors : 3,9 millions de véhicules vendus en Chine en 2017, contre 3 millions sur le marché américain. Enfin, Apple a 358 fournisseurs en Chine et seulement 64 aux États-Unis.

Si je vous cite tous ces chiffres c'est que dans cette « guerre » annoncée, il ne faut pas perdre de vue que la vision très dégradée qu'inspire le montant du déficit commercial entre les États-Unis et la Chine est loin d'être la seule réalité de ce commerce américano-chinois. Les choses sont plus compliquées, les intérêts sont bien plus partagés des deux côtés du Pacifique, avec probablement des sujets à négocier, des compromis à trouver. De plus, de l'avis de tous les experts, ce déficit commercial est largement surévalué car les chaînes de valeur des grandes entreprises américaines décuplent les intérêts américains dans le commerce avec la Chine. En effet, l'exportation est réalisée depuis la Chine mais en réalité ce sont des produits américains qui sont exportés et qui devraient venir valoriser les exportations américaines plutôt que les exportations chinoises, ce qui, si ce commerce était comptabilisé, réduirait fortement – certains vont même jusqu'à dire de 30 % – le déficit américain.

Enfin, les investissements directs américains en Chine génèrent des exportations américaines qui sont enregistrées à la balance commerciale chinoise puisque partant du territoire chinois.

Il ne faut pas négliger les opportunités à venir pour les entreprises américaines : en 2016, le nombre de consommateurs issus de la classe moyenne en Chine dépassera la population des États-Unis.

Même si des menaces existent

Tous ces éléments tendent à modérer cette idée de guerre commerciale. Je ne voudrais toutefois pas avoir l'air naïve. Au-delà de ces enjeux, une rivalité incontestable oppose les deux pays. En tout cas, la perception de cette rivalité et de ces menaces de la part des États-Unis n'est pas totalement infondée. On est

face à la deuxième puissance économique mondiale. D'aucuns disent que les Chinois visent un *leadership* mondial, ce que vous sembliez contester. En tout cas, c'est perçu comme tel par les États-Unis : la Chine vient menacer le *leadership* américain et la montée en puissance des grandes multinationales chinoises (on sait ce que valent, symboliquement et économiquement parlant, les multinationales dans l'inconscient collectif américain) peut effrayer très fortement les États-Unis. Un dernier chiffre à ce propos : en 2007, 27 multinationales chinoises étaient dans le top 500 du classement des plus grandes multinationales mondiales réalisé par Fortune chaque année, elles sont 109 en 2017 ! Il y a quand même une montée en puissance incontestable de ces entreprises.

Autre crainte tout à fait légitime, même si on peut comprendre les arguments chinois en la matière, c'est la volonté de repositionnement du modèle économique chinois, avec une montée en compétence technologique qui effraie très fortement les États-Unis qui ont rédigé sous Obama leur troisième stratégie de réflexion sur les innovations technologiques et les ruptures technologiques à venir. La première, qui datait des années 60, a permis la vague d'innovations autour de l'électronique, de l'aéronautique etc. On attribue à la deuxième, qui date des années 80, la guerre des étoiles, les innovations en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) mais surtout l'effondrement de l'Union soviétique qui vraisemblablement n'a pas réussi à suivre cette course à la technologie. La troisième vise directement la Chine et l'innovation technologique de la Chine autour de l'intelligence artificielle, autour de l'exploitation des Big data etc.

Même si, d'un point de vue économique et commercial, les intérêts sont relativement partagés et modèrent d'éventuelles velléités d'entrer dans un conflit dur sur le plan commercial, il est clair qu'il y a des menaces qui peuvent à juste titre effrayer les États-Unis et pourraient les conduire à durcir le ton dans ce contexte où la vision qu'ont les Américains de la Chine reste relativement dégradée, comme celle qu'ils ont de l'Iran.

Et l'Europe dans tout ça ?

Dans le cas de la Chine comme dans celui des États-Unis, la dimension économique et commerciale a aussi une dimension stratégique. Dans les deux cas, on est là pour défendre une puissance, pour défendre une nation qui veut maîtriser son destin. Si tant est que le terme « Europe » signifie autre chose

qu'un territoire et un continent, je ne suis pas sûre que cette vision de l'Europe-puissance soit partagée, je suis même quasiment sûre du contraire. Or, pour entrer dans ce jeu, il faut avoir une politique commerciale qui n'est pas juste un siège à l'OMC mais qui est un véritable instrument de politique étrangère, il faut avoir une politique énergétique... et tout cela doit être articulé pour défendre d'abord l'intérêt européen, comme les États-Unis et la Chine défendent l'intérêt américain et l'intérêt chinois.

Ce premier élément me laisse dubitative.

Je doute aussi de la volonté des Européens de peser et de positionner un certain *leadership* dans ces relations internationales.

Je ne vois donc pas tellement d'issue et je ne comprends pas comment les Européens pourraient jouer. Je n'ai même pas cité les déboires politiques des Allemands, des Italiens, des Espagnols... On ne s'ennuie jamais en Europe ! Mais pas pour la bonne cause malheureusement.

Merci.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Vous avez mis l'accent, s'agissant du rapport États-Unis – Chine, sur la guerre commerciale en minimisant partiellement la profondeur de cette guerre mais en mettant en exergue le rôle dominant de la psychologie.

Vous n'avez pas parlé de l'acier. Pourtant la Chine a bien cédé sur l'acier, un sujet qui, avec le mur pour le Mexique, revenait en boucle dans le discours présidentiel de Trump. Et la Chine a donné un signe en pliant sur l'acier, à une hauteur que je ne connais pas : elle a pu prendre une mesure symbolique. Il semblerait que cela n'ait pas suffi au vu des événements qui ont suivi.

Sur l'aide que la Chine a apportée au moment de la crise financière de 2008 qui a secoué les États-Unis et, par voie de contagion, l'ensemble du monde occidental (et au-delà), on a vraiment l'impression que la Chine a fait une analyse dialectique et même de dialectique marxiste. Estimant qu'il était trop tôt pour que les États-Unis s'effondrent, elle aurait décidé de les soutenir : le fruit n'était pas mûr, sans parler du fait qu'elle était tenue par la dette américaine qu'elle possédait déjà.

Vous avez rappelé des chiffres extrêmement impressionnants sur l'évolution des relations commerciales entre les deux États. Je vous remercie d'avoir pointé l'Europe pour finir, faisant un lien avec la table ronde qui suivra.

Je vais maintenant passer la parole à Jean-Paul Tchang, que nous connaissons bien à la Fondation Res Publica, et qui voudra bien nous indiquer quel est le modèle économique de la Chine aujourd'hui et quelle est la réalité de la construction d'une mondialisation à la chinoise. Ce terme a-t-il ou non un sens ?

JEAN-PAUL TCHANG

Le modèle économique de la Chine et la construction d'une mondialisation à la chinoise ?

Je partage le sentiment qui vient d'être exprimé sur la gravité relative du conflit commercial sino-américain, tout comme sur le cas ZTE d'ailleurs. Les Chinois ont, eux aussi, des armes absolument terrifiantes. Les autorités chinoises de la concurrence pourraient par exemple refuser la grande fusion-acquisition de Qualcomm sur NXP qui représente environ 43 milliards de dollars. Je crois qu'il y a effectivement un retour de l'idéologie, plutôt en Occident (aux États-Unis et en Europe), et une grande défiance vis-à-vis de la Chine, de son succès, de ses intentions et éventuellement du rôle qu'elle revendique.

Vous m'avez demandé de parler du modèle économique chinois et, éventuellement, de la construction d'une mondialisation à la chinoise.

Quelle est le modèle économique de la Chine ?

La formule « économie socialiste de marché » représente, à elle seule, toute la difficulté à définir précisément le modèle suivi par la Chine depuis 30 ans, en raison de la juxtaposition de ces deux termes contradictoires : socialisme et marché. La question est toujours en débat en Chine, sous l'apparence de propositions récurrentes de nouveaux concepts et des polémiques que ces derniers suscitent. Le dernier exemple en date porte sur « la nouvelle économie

de l'offre », qui ne ressemble guère à celle qu'on a connue sous Thatcher ou Reagan. Il est d'ailleurs étonnant que malgré le parcours unique et « miraculeux » de l'économie chinoise depuis les années 80 jusqu'à ce jour – deuxième PIB nominal du monde, multiplié par 80 en 40 ans, 700 millions de personnes sorties du seuil de la pauvreté, premier producteur industriel du monde, etc. – il n'y ait pas encore de travaux théoriques d'économistes chinois tentant une explication originale de cette réussite économique inédite. Sauf peut-être les travaux de Steven N.S.Cheung (张五常), professeur sino-américain spécialiste des coûts de transaction et du droit de propriété qui, ayant analysé la politique d'ouverture de la Chine depuis les années 80, estime que tous les problèmes chinois proviennent des tentatives de copier des modèles étrangers, alors que tous les résultats proviennent du tâtonnement empirique. Il est actuellement attaqué sur la question des entreprises d'État par la revue théorique du Parti *Qiu Shi* qui le traite de libéral « antiparti et antisocialiste ». Toutefois, *CITIC Press*, maison d'édition qu'on dit très proche de Xi Jinping, continue à publier ses ouvrages. L'anecdote illustre que la réalité n'est pas simple et qu'il ne faut pas croire que la Chine suit un modèle économique monolithique tout puissant.

Admettons-le modestement, nous n'avons que deux grandes certitudes que ni les uns ni les autres ne remettent en question : l'ouverture sans précédent de l'économie chinoise depuis les années 80, notamment après l'admission de la Chine dans l'OMC en 2001, et le principe énoncé par Deng Xiaoping : « Le développement, il n'y a que cela de vrai. »

On peut cependant dire que malgré les hésitations et les soubresauts politiques des années 80, à partir des années 90 et, de manière encore plus évidente, après 2001, date de son entrée dans l'OMC, la Chine a choisi d'adapter son économie à la première phase de la mondialisation, celle de la mondialisation des échanges de marchandises. Exploitant le coût modeste de sa main d'œuvre, elle attira les délocalisations, notamment dans ses régions côtières et donc les investissements étrangers qui les accompagnaient, devenant progressivement le sous-traitant puis l'usine du monde. Cela s'est traduit aussi par l'émergence d'une économie privée de plus en plus importante dans l'industrie de la transformation. Le commerce extérieur est devenu le facteur principal de la croissance chinoise notamment entre 2005 et 2007, période où les exportations nettes de biens et services ont représenté 8 % du PIB.

C'était une intégration extrêmement rapide dans la mondialisation, le tout

dans un contexte politique national et géopolitique plutôt apaisé : fin de la guerre froide et abandon de la primauté de la politique au profit de l'économie après Tiananmen. L'ouverture pratiquée dans les années 90 correspondait à une bonne décision prise au bon moment et au bon endroit. On peut peut-être parler déjà d'une participation à la mondialisation « à la chinoise ». Mais le modèle s'inspirait beaucoup du Japon des années 70 -80, et de l'exemple des autres « petits dragons asiatiques ».

Sur le plan des structures économiques intérieures, ce furent la réforme des prix, la première réforme des entreprises d'État de 1999, la réforme du secteur bancaire, l'émergence du secteur privé, etc. De l'aveu même des dirigeants chinois, l'entrée à l'OMC et la mondialisation ont permis de forcer le rythme de la réforme des structures économiques en Chine.

Avec la crise de 2008, la mondialisation a changé pour la Chine qui a abordé une nouvelle phase. La part des excédents commerciaux de la Chine a commencé à diminuer, les investissements étrangers directs également. À partir de 2014, les investissements directs chinois à l'étranger ont dépassé les investissements étrangers directs en Chine, et les réserves de change qui avaient atteint le niveau de 4 000 milliards de dollars ont commencé à baisser pour revenir autour de 3 000 milliards. Ces changements reflètent les changements intérieurs et extérieurs. À l'extérieur, la montée du protectionnisme se fait jour, et elle constitue un frein à l'expansion continue des exportations chinoises. Sur le plan intérieur, les problèmes accumulés deviennent évidents : excès du taux d'épargne, investissements excessifs suite au plan de relance adopté au moment de la crise, surcapacité de production, notamment dans l'industrie lourde.

Le changement de modèle, cette fois-ci, a consisté à développer le marché domestique en encourageant la demande intérieure, privilégiant la consommation par rapport à l'investissement. Il s'agit aussi de transformer l'industrie chinoise par une montée en gamme de ses produits, aux valeurs ajoutées plus importantes. Désormais, le marché domestique a autant sinon plus d'importance que le marché international. Avec ce changement de politique, la consommation domestique a connu une croissance très rapide, au point de devenir le premier marché du monde pour bon nombre de produits : automobile, smartphone, etc. Bon nombre d'entreprises chinoises sont aujourd'hui plus actives en Chine qu'à l'international. D'un autre côté, le coût de la main d'œuvre ayant monté, les investissements étrangers dans la production commencent à préférer d'autres pays comme le Vietnam ou

l'Indonésie. Le rythme de montée en gamme ou de saut technologique des entreprises chinoises en subit la conséquence.

C'est dans ces nouvelles circonstances que Xi Jinping a lancé la proposition d'une Ceinture (maritime) d'une Route (de la soie), une initiative qui, au départ, est étroitement liée à la politique étrangère que le nouveau président a définie à son arrivée, à savoir une priorité à la diplomatie vis-à-vis de tous les pays voisins de la Chine, en clair le Sud Est asiatique, la Russie, l'Inde, le Pakistan, l'Asie centrale, à côté de la politique entre grands États. Mais au fur et à mesure que les incertitudes se sont multipliées, notamment concernant l'attitude américaine, mais aussi celle de l'Union européenne, le discours s'est transformé en un concept plus général qui se veut une proposition chinoise pour venir au secours de la mondialisation en panne. Car la Chine ne peut pas se passer de la mondialisation dont elle a été le plus grand bénéficiaire. Tout le monde a remarqué le discours de Xi Jinping à Davos où il s'est fait le chantre du libre-échange.

L'intérêt pour la Chine de l'initiative OBOR (*One Belt One Road*) est évident, elle permettra aux entreprises chinoises de participer aux travaux d'infrastructure qui en relèvent, d'exporter davantage de biens et services et de nouer des relations économiques financières plus étroites avec les pays participant à cette vaste initiative. Elle permettra ainsi d'utiliser les capacités de production chinoises et d'investir les capitaux accumulés, ainsi que la monnaie chinoise qui y trouve un moyen supplémentaire de s'internationaliser.

Mais il n'y a pas que cela. Il s'agit d'une alternative possible ou d'un complément du modèle de mondialisation connu jusqu'ici. Il s'agit de construire une mondialisation continentale, par contraste avec une mondialisation maritime, reliant ainsi l'Asie à l'Europe par la voie terrestre, la Chine au sous-continent indien, au Sud-Est asiatique, à l'Asie centrale, jusqu'en Afghanistan et se rapprocher du Moyen-Orient et de l'Afrique, une façon aussi de désenclaver bien des pays se trouvant sur le chemin.

L'initiative permet à la Chine d'assumer davantage son rôle et son droit de parole notamment *via* la création de nouvelles institutions internationales à son initiative comme la BAI (Banque asiatique pour les investissements des infrastructures), ou encore au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai.

Or ces points invoqués ne manquent pas de susciter la méfiance notamment

des Occidentaux. D'autant plus que ces projets s'accompagnent d'autres plans comme le « *Made in China 2025* », destiné à hisser la Chine au sommet des secteurs technologiques et qui est perçu par les Américains comme une ambition de les détrôner dans les secteurs jugés stratégiques. C'est la raison pour laquelle les responsables chinois insistent sur la vision qu'ils ont de cette initiative, destinée selon eux à « discuter ensemble de grands plans », à « construire ensemble des plates-formes de coopération », à « jouir ensemble des fruits de ces projets afin de résoudre les problèmes économiques auxquels font face le monde et les régions du monde » (*dixit* Xi Jinping). La Chine affirme qu'elle inclut dans ses préoccupations la maximisation des intérêts des pays associés à l'initiative OBOR. Par ailleurs, elle a invité les autres puissances à participer à cette initiative, avec des réponses mitigées ou différenciées.

La Chine met en avant la philosophie de cette initiative : les relations internationales ne doivent pas être basées sur un jeu à somme zéro : « je gagne, tu perds », ou « je gagne, personne d'autre ne gagne ». Comme le dirait le philosophe Zhao Tingyang dans son livre *Tianxia, tout sous un même Ciel* (éditions du Cerf, 2018⁷), l'optimum de Confucius est encore préférable à l'optimum de Pareto. C'est-à-dire, « je ne gagne que si et seulement si tu gagnes aussi ».

Cela semble être le discours des Chinois pour sortir la mondialisation de son impasse actuelle. Ce discours serait de la naïveté si la Chine ne disposait pas aujourd'hui des ressources et de l'expérience avec des régions et pays du monde. Or elle en dispose. Et elle essaie de s'appuyer sur la réaction positive apparente des pays du Sud pour faire avancer un nouveau discours sur la mondialisation.

Cependant, comme l'a dit Jean-François Di Meglio en citant Wolf, les Chinois eux-mêmes récusent l'idée d'être le *leader* de la mondialisation renouvelée. Ils veulent rester un contributeur, et ne pas devenir *leader*. Ils affirment qu'ils ne pensent pas en termes de *leadership* mais en termes de relations bénéfiques pour tous. Cela apparaît clairement à la lecture des comptes-rendus des colloques organisés en Chine sur le sujet où le consensus s'est établi comme suit : mener à bien les réformes et l'économie en Chine même reste la plus grande contribution de la Chine à la mondialisation. Cela passe aussi par l'ouverture encore plus importante du marché domestique

⁷ Traduit par Jean-Paul Tchang.

chinois pour les étrangers.

Débat

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

À la question du modèle chinois de la mondialisation – ou de la puissance chinoise dans la mondialisation, ce qui n'est pas tout à fait la même chose – vous répondez par l'empirisme de la Chine, qui se distingue de l'approche théorique. En même temps, il y a toujours cette sorte d'avancée conceptuelle tellement typique de ce pays, pour caractériser des phases différentes. À propos de Confucius *versus* Pareto, la formule « je ne gagne que si tu gagnes » est quand même plus belle que le sinistre « gagnant-gagnant ». Et le langage n'est pas quelque chose d'innocent, il y a derrière les mots une pensée philosophique, une culture, une manière d'aborder le monde.

Donc empirisme mais, en même temps, sens de la conceptualisation...

JEAN-PAUL TCHANG

Il faut quand même ajouter, à l'instar de ce que vous avez dit pour les États-Unis, la préoccupation de sécurité nationale de la Chine en ce qui concerne notamment son approvisionnement énergétique et en matières premières. Il y a clairement beaucoup d'empirisme là-dedans. Compte tenu de l'évolution-même de la Chine et de la rapidité des changements permanents, je crois qu'il n'y a pas de meilleure preuve démontrant qu'ils ont agi de manière pragmatique. Ils ont dû s'adapter systématiquement et je suis persuadé qu'ils vont encore essayer de s'adapter. Plus nouveau est le fait qu'ils élèvent le discours au niveau des concepts philosophico-politiques en montrant la stérilité de vaines disputes permanentes dont la logique ne suffit plus pour résoudre les crises. S'ils n'ont pas d'ambition de *leadership* absolu, les Chinois veulent cependant

expérimenter un nouveau modèle de relations, différent de ce qui se pratique du côté de l'Atlantique. Ils veulent essayer de faire quelque chose de différent avec les pays du Sud, d'où tout l'effort qu'ils ont déployé vis-à-vis des Africains. Il suffit de voir la réponse très positive des pays africains, vis-à-vis de l'initiative OBOR. Il y a quelques jours, quatorze pays d'Afrique non francophone (hors de la zone franc CFA) ont décidé d'inclure la monnaie chinoise comme une des monnaies de réserve de leur banque centrale. Tous ces pays bénéficient déjà des accords de *swap* avec la monnaie nationale chinoise. Ils peuvent donc payer en yuan et surtout ils acceptent que les Chinois payent en yuan leurs produits ou matières premières. Automatiquement apparaissent dans les comptes de la banque centrale de ces pays des yuans qui peuvent être investis cette fois-ci dans un marché obligataire que les Chinois ont créé de toutes pièces depuis quinze ans. Les Chinois ont mis en pratique une vieille idée qui date de la crise asiatique en développant un marché de la dette en yuan et en fournissant des supports financiers pour leur monnaie. Une monnaie s'internationalise quand elle devient une monnaie de paiement mais aussi lorsqu'il existe des produits financiers dans cette monnaie. C'est déjà le cas aussi pour nos banques centrales : la Banque de France, la Banque d'Angleterre... ont des yuans dans leurs réserves.

Il y a peut-être une ambition de compléter la mondialisation mais je ne crois absolument pas à la possibilité d'un affrontement dur, définitif avec les États-Unis. Les Chinois utilisent une formule relativement claire en disant que les relations sino-américaines sont indispensables mais qu'il est faux de dire qu'elles sont les plus importantes. Aujourd'hui ils peuvent le dire, à une autre époque ils ne le pouvaient pas.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je crois qu'il y a une sorte de consensus ici pour dire que la Chine n'est pas une puissance qui se définit comme agressive, qu'elle ne désire pas être à la verticale du pouvoir mondial et que son jeu est ailleurs, différent, multiforme.

Vous avez utilisé le concept de « mondialisation continentale ». Avec l'ensemble des routes de la soie, on aborde une mondialisation qui n'est plus hors sol, qui n'est plus seulement maritime, qui n'est plus forcément aérienne, même si elle est tout ça en même temps, mais qui est continentale. Cela place le

continent européen en première ligne dans l'affaire, sans compter le fait que « route de la soie » est une jolie inversion conceptuelle qui nous rappelle naturellement – réponse du berger à la bergère – les aventures de Marco Polo. Quand on entend parler de routes de la soie qui vont de la Chine vers l'Europe, on ne peut pas ne pas penser au renversement de l'occurrence historique qu'il serait sans doute réducteur de présenter comme une revanche.

JEAN-PAUL TCHANG

Au départ je pense que c'était très défensif. Les Chinois, obsédés par la possibilité que les Américains ou d'autres puissent couper le détroit de Malacca par où passe l'ensemble du pétrole importé par la Chine, ont développé une politique vis-à-vis de l'Asie centrale, de la Russie, de la Birmanie (pipe-lines, oléoducs, gazoducs continentaux). Il s'agit d'éviter le risque d'un blocus maritime, sans renoncer à développer la marine, bien sûr. Cette idée d'assurer la sécurité nationale en termes d'approvisionnement énergétique a probablement fait germer d'autres idées. Réalisant que le commerce peut emprunter ces voies de manière plus sûre, les Chinois ont conçu le projet de désenclaver tous ces pays en proposant un discours qui satisfasse tout le monde. C'est un peu ce qui s'est passé.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je voudrais poser une question à Jean-Paul Tchang. J'ai été séduit par l'optimum de Confucius où il n'y a évidemment que des gagnants. C'est une vision idéale, peut-être même un peu idéaliste, parce que, si je regarde le monde actuel, les États-Unis sont-ils gagnants ? Eux-mêmes commencent à en douter. Mme Matelly a dit qu'il y avait dans l'opinion américaine le sentiment, justifié ou non, que les Chinois en prenaient trop à leur aise. Au regard des chiffres des flux commerciaux, le déficit de l'Europe est moindre que celui des États-Unis. Mais ce n'est qu'un critère parmi beaucoup d'autres et vous avez souligné suffisamment la complexité du monde. Toutes les mondialisations se sont faites avec l'idée qu'il n'y avait que des gagnants. Avant 1914, beaucoup soutenaient l'idée qu'il ne pouvait pas y avoir de guerre parce qu'une guerre serait

préjudiciable à l'ensemble des pays, pour leur expansion, leur commerce, leur emploi. La II^{ème} internationale avait théorisé l'impossibilité d'une guerre, idée développée par Kautsky. La guerre a quand même eu lieu, en raison du fameux piège de Thucydide qui veut que lorsqu'il y en a un qui est considéré comme menaçant par tous les autres, ça finit mal. C'est ce qui s'était passé entre Athènes et Sparte. Corinthe, qui se sentait menacée par la proximité d'Athènes, avait insisté pour que Sparte déclarât la guerre à Athènes. Je ne reviendrai pas sur la Première Guerre mondiale. Les Allemands l'ont déclenchée comme une guerre préventive car, se croyant menacés par la Russie, ils voulaient d'abord réduire la France pour pouvoir se tourner contre la Russie. C'est le fameux plan Schlieffen. Mais l'Empire britannique ne pouvait accepter l'hégémonie allemande sur le continent. C'est ainsi que la guerre est devenue mondiale.

Le piège du Thucydide fonctionne toujours.... Et par rapport aux optima de Confucius et de Pareto, je crains le piège de Thucydide.

JEAN-PAUL TCHANG

C'est un souci clairement exprimé par les Chinois eux-mêmes depuis quelques années. Pour ne pas tomber dans le piège de Thucydide, dont ils sont très conscients, ils pourraient accepter de faire des concessions.

Ils ont fait une analyse extrêmement claire d'une mondialisation qui fait beaucoup de perdants, essentiellement en raison d'un problème de redistribution à l'intérieur des pays développés. En effet, toutes les grandes multinationales des pays occidentaux, américaines ou européennes, sont gagnantes. Mais les classes moyennes de ces pays n'en ont pas bénéficié. Les Chinois comprennent donc que, pour éviter de susciter la méfiance, ils doivent faire des concessions, notamment sur le plan du langage. Ils vont le faire. Ils veulent aussi étudier de manière approfondie le problème de la relation entre économie et nationalisme. J'ai vu passer les différents débats en Chine sur ce sujet. Ils sont donc totalement conscients de ce piège de Thucydide.

JEAN-PIERRE BRARD

Vous disiez que la Chine refuse le *leadership*. Mais n'y est-elle pas contrainte par le défaut de vision de l'Union européenne et des États-Unis pour le futur de l'humanité ? Les Chinois, qui ont une vision mondiale, sont obligés de réfléchir à la place de ceux qui ne pensent que dans le cadre du marché. On n'accusera pas Le président Trump d'être un intellectuel mais il a des intuitions et il a compris que l'ère de l'Empire américain est finie et que, pour sauver les meubles, il faut se replier sur le pré carré, dirai-je de manière un peu caricaturale.

Vous avez parlé des pays voisins de la Chine. Le Vietnam connaît des tensions avec la Chine en raison de l'affaire des îles Paracel. Les Vietnamiens sont capables de les gérer dans la durée. Mille ans après avoir été colonisés par la Chine (de 111 av. J.-C. à 932), ils se souvenaient encore que les Chinois n'étaient pas chez eux et les avaient chassés. Comment voyez-vous l'avenir de ces relations ? Il n'y aura pas de confrontation militaire mais comment voyez-vous dans la durée la gestion de ce problème qui inquiète beaucoup les Vietnamiens ?

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Permettez-moi une petite remarque : la notion de prise en charge du futur de l'humanité ne me paraît pas du tout chinoise mais terriblement occidentale, messianique. Je serais étonnée que, même passé par le marxisme, ce pays se donne le projet de prendre en charge le futur de l'humanité.

JEAN-PAUL TCHANG

Même à propos de la tension avec le Vietnam sur la question des îles Paracel, je n'arrive pas à me départir de mon optimisme général. La tension est bien moins forte entre la Chine et les pays de l'Asean qu'elle ne l'était il y a quelques années et c'est paradoxal. La raison en est l'attitude américaine : la première chose qu'ait faite Trump est arrivant au pouvoir a été de supprimer le TPP

(*Trans-Pacific Partnership*). Donc tous les pays avoisinant la Chine qui avaient pu espérer à un moment donné que les Américains viendraient équilibrer la balance dans la région savent désormais que sur le long terme ils ne peuvent pas vraiment compter sur les États-Unis. Les Chinois en profitent pour faire baisser un peu la tension. Donc aujourd'hui, à part avec les États-Unis, la Chine ne connaît pas d'affrontement direct où que ce soit dans le monde.

Il est intéressant de regarder la dernière conférence sur la sécurité régionale qui a eu lieu à Singapour en ce début de juin. Les autres années, les discours relativement haut en couleurs et agressifs des Américains vis-à-vis de la Chine suscitaient toujours une réponse positive de l'opinion, de la presse ou des représentants des autres pays, allant un peu dans le sens des Américains. Cette année c'était très timide. Personne n'a prononcé le nom de la Chine, ce qui est quand même très révélateur d'un degré de tension aujourd'hui très faible. C'est sans doute dû d'abord à l'incertitude américaine, personne ne veut vraiment se montrer extrémiste dans un sens ou dans un autre. Donc les Chinois en profitent.

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

Sur la dimension asiatique de la place de la Chine dans la mondialisation, on a beaucoup tourné autour de l'idée de la Chine *leader* mondial ou pas. Quand on cite Martin Wolf, quand on cite les différents *think tanks* chinois, la réponse est tout à fait claire. Le propos affiché par la Chine, ce n'est pas le *leadership* mondial.

C'est beaucoup plus ambigu sur la région pour toutes sortes de raisons. D'abord pour une raison à la fois récente et ancestrale qui est la rivalité avec le Japon, l'importance – ancestrale aussi – du Japon dans les équilibres de la région pour la place de la Chine dans la région, avec les liens, entre autres, des populations d'origine chinoise. L'ambition régionale est à peine dissimulée. Mais là je pense qu'on est dans un jeu à la fois semblable et différent. On ne peut pas être une puissance globale si on n'est pas d'abord une puissance régionale. Je disais de façon un peu triviale que la Chine pratique le dur avec le mou et le mou avec le dur. Autant avec les États-Unis elle pratique plutôt le mou, autant dans la région elle pratique plutôt le dur pour toutes sortes de raisons.

Vous parliez du Vietnam. J'ai été très frappé par le communiqué conjoint qui a suivi la visite officielle en France du secrétaire général du Parti communiste vietnamien, M. Nguyen Phu Trong, il y a un mois. Le Vietnam aurait pu porter sa cause devant la cour d'arbitrage de La Haye comme les Philippines le lui avaient demandé. Or dans le communiqué conjoint entre la France et le Vietnam, il n'est pas fait mention du droit de la mer sanctionné par le tribunal d'arbitrage de La Haye mais il est fait allusion d'abord au code de conduite prôné par la Chine à propos de la navigation dans les eaux de Mer de Chine du Sud. N'étant pas diplomate, je ne peux pas commenter cette formule qui m'a beaucoup surpris mais peut-être est-elle moins surprenante qu'elle n'en a l'air. Le Vietnam et la France affirment qu'ils coopéreront avec la Chine pour mettre en place un code de conduite dans la région. C'est une façon que les Anglo-Saxons appelleraient un peu « *subdued* » de faire valoir ses prétentions.

Pour revenir sur le Dialogue Shangri-La (qui a eu lieu ce week-end à Singapour en présence de notre ministre des Armées comme tous les ministres des Armées depuis quelques années), la Chine, représentée par l'amiral Sun Jianguo (chef d'état-major adjoint de la Commission militaire centrale de Chine), s'était livrée il y a deux ans à une démonstration de force qui appelait une réponse très forte de la part des autres. Cette année on a un peu calmé le jeu. La Chine elle-même a baissé un peu le ton.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Puisque nous parlons diplomatie, on n'a pas parlé de la Corée. Je crois que le tour d'horizon ne serait pas complet si on ne mentionnait pas le jeu - que chacun décryptera comme il peut, je ne suis pas armée pour le faire - qu'il y a eu entre Trump et le dirigeant chinois vis-à-vis du dirigeant nord-coréen. L'un disant : « J'y vais-je n'y vais pas »... L'autre : « Je vous convoque pour voir avec vous ce qu'on va faire »... Trump décidant finalement : « Ce rendez-vous aura lieu »... On a senti qu'il y avait là un jeu complexe, subtil mais, au minimum, l'impression qui domine c'est que la Chine entend bien être présente dans l'affaire.

M. Di Meglio a rappelé qu'à l'issue du dernier sommet du G7 il y avait eu deux communiqués. Par conséquent on se demande bien s'il y a eu un G7 ou un G6+1, formule qui recouvre une réalité qui me paraît être désolante.

M. Tchang a dit que la Chine n'avait pas tellement d'ambition de *leadership*. Elle réunit quand même régulièrement depuis des années des forums régionaux comme le « 16+1 ». On ne peut pas dire qu'elle ne cherche pas à imposer un *leadership* dans ce forum. Un autre s'appelle « Chine-Afrique » ; un troisième vient d'être inventé : le forum du « grand Mékong ». Enfin, n'oublions pas le grand forum des routes de la soie de mai 2017 (un autre est prévu en mai 2019). J'ai quand même la perception qu'il y a là les manifestations – qui, pour n'être pas très agressives, sont très déterminées et très calculées – d'une ambition mondiale qui se développe avec plusieurs voies, plusieurs moyens mais que je trouve très claire. S'agissant de celle que je connais le mieux, le « 16+1 », je ne trouve pas que l'Europe y trouve tellement son compte. J'ai même la sensation qu'il s'agit de tailler dans un pré carré, notamment dans la partie des pays européens les plus atlantistes, ce qui est un paradoxe. Cela se traduit au plan commercial par des accords absolument iniques qui violent les traités et les règles des droits des marchés publics. S'agissant d'un projet de développement de lignes ferroviaires, un maître d'ouvrage hongrois a créé un maître d'ouvrage délégué dans lequel 85 % des parts sont représentées par les concurrents industriels chinois et 15 % par le chemin de fer hongrois. Plutôt qu'un appel d'offre international... je parlerai d'entente entre la Chine et la Hongrie ! La Hongrie est libre de ses choix. Mais qu'un observateur de l'Union européenne ait béni cette formule en la déclarant compatible avec les traités européens est un scandale. De ce point de vue je considère que c'est un point très représentatif de la volonté de puissance chinoise, même s'il n'est pas stratégique. C'est un exemple concret qui va un peu à l'encontre de ce qui a été dit.

Lorsque j'ai assisté à la présentation des projets chinois, notamment des projets ferroviaires en Europe de l'Est, l'idée était de mettre sur la table une demande de partenariat : « Nous vous demandons de vous associer avec nous ». Et

personne dans le camp chinois n'aurait sans doute soulevé d'objection si l'Union européenne ou certains pays de l'Union européenne avaient conclu des partenariats dans l'esprit « si tu gagnes, je gagne » ... L'affaïssement de la volonté européenne est encore sensible dans ce domaine. Mais pour ma part j'ai compris que les Chinois étaient demandeurs de partenariats dont, par conséquent, les conditions se négociaient.

CHRISTIAN BRET

Néanmoins dans le détail ce n'est pas du tout comme ça que ça s'est passé. Un accord a été signé dans le format « 16+1 » mais qui est d'abord un accord bilatéral entre le gouvernement hongrois d'une part et le gouvernement serbe d'autre part. Cet accord a mis en place un financement en aide liée avec octroi automatique des contrats aux entreprises chinoises sans appel d'offres. La Serbie n'est pas liée aux traités européens dont elle n'est pas membre, bien qu'elle soit candidate, la Hongrie en est membre. C'est une violation flagrante et la Chine le sait très bien. Une mise en observation a été décidée et un audit du contrat a été réalisé, mené par l'Union européenne qui a abouti à un arrangement qui est en réalité un tour de passe-passe : Aucun candidat industriel ne va remettre une offre à ses concurrents qui sont dans le bureau du maître d'ouvrage ! Non seulement l'Union européenne a été présente mais elle a donné son blanc-seing à cette opération.

ÉLISE GUIDONI

Où en est la question démographique dans la conscience chinoise ? Dans quelle mesure et à quel niveau est-elle déterminante ?

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

Il est frappant de voir que, dans un pays qui planifie tout, on a un peu l'impression qu'à un moment on a oublié de planifier à force de trop planifier.

La chute de la natalité date de bien avant la politique de l'enfant unique. Donc, à un moment ou à un autre, l'emballement démographique se serait arrêté.

La forte croissance a été un dividende clair de l'accroissement démographique et de la jeunesse relative du pays. Il y a à cela deux réponses probablement qui ne sont pas très sympathiques pour certaines générations chinoises : quand on regarde les taux d'épargne selon les générations, on voit que ce sont les vieux qui épargnent, dans des proportions beaucoup plus fortes que chez nous, et que ce sont les jeunes qui dépensent. Quand je dis « les vieux », je parle des gens de plus de cinquante ans qui travaillent encore. Ils savent bien qu'il y a toute une génération qui ne bénéficiera pas de pensions suffisantes parce que la génération d'après ne pourra pas y subvenir. L'autre réponse est un peu plus colorée, un peu plus optimiste, c'est la montée en gamme et le fait que la productivité peut contribuer à compenser la perte du dividende démographique. Mais cette productivité ne va pas pouvoir s'appliquer à 1,4 milliards d'habitants. Un double hiatus va probablement se créer entre des personnes âgées qui n'auront pas assez épargné et des provinces reculées qui vont être laissées à l'écart de la montée de la productivité. Donc effectivement il y a eu à un moment une planification un peu à rebours dans la gestion de la natalité.

La Chine deviendra-t-elle vieille avant d'être riche ?

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Nous avons débordé sur des questions de politique intérieure chinoise. Nous allons donc mettre fin à cette table ronde et passer la parole à la table ronde suivante en remerciant infiniment les trois intervenants qui ont tous été fort éclairants.

DEUXIEME TABLE RONDE

La stratégie de la Chine derrière les nouvelles routes de la soie ?

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Je remercie encore une fois les intervenants de la première table ronde, M. Di Meglio, Mme Matelly et M. Tchang.

La deuxième table ronde est une interrogation générale sur la stratégie de la Chine derrière ce qu'on appelle « les nouvelles routes de la soie ». Cette stratégie obéit à des mobiles intérieurs autant qu'extérieurs.

Je salue M. l'ambassadeur Claude Martin dont je recommande à ceux qui ne l'auraient pas lu le livre intitulé *La diplomatie n'est pas un dîner de gala*⁸ qui connaît un grand succès.

Mme Alice Ekman, responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Ifri (Institut français des relations internationales) et enseignante à Sciences Po, a dirigé l'ouvrage collectif *La Chine dans le monde*⁹.

M. Mathieu Duchâtel, l'un des co-auteurs de cet ouvrage, nous parlera des enjeux maritimes des routes de la soie. Directeur du programme Asie et Chine à l'*European Council on Foreign Relations*, il est l'auteur de l'étude « *Blue China : Navigating the Maritime Silk Road to Europe* » (ECFR, avril 2018)¹⁰.

⁸ *La diplomatie n'est pas un dîner de gala. Mémoires d'un ambassadeur. Paris-Pékin-Berlin* ", Claude Martin, éd. De l'Aube, 2018.

⁹ *La Chine dans le monde*, Alice Ekman (dir), Françoise Nicolas, Antoine Bondaz, John Seaman, Jean-Pierre Cabestan, Mathieu Duchâtel, Agatha Kratz et Marc Julienne CNRS éditions, 2018.

¹⁰ Cette étude est disponible sur le site de l'*European Council on Foreign Relations* : www.ecfr.eu

Enfin, M. Jean-François Huchet, professeur des universités à l'INALCO, vice-président à la recherche de cet établissement prestigieux, a dirigé le Centre d'études français sur la Chine contemporaine et la revue *Perspectives chinoises*.

Je donne la parole à M. Duchâtel qui va nous parler des enjeux maritimes qui sont par définition des enjeux stratégiques.

MATHIEU DUCHATEL

Les nouvelles routes de la soie, enjeux maritimes ?

Je vous remercie de m'avoir convié à cette table ronde.

Je reprendrai le contenu de l'étude « Blue China: Navigating the Maritime Silk Road to Europe » (téléchargeable sur le site de l'*European Council on Foreign Relations*), résultat d'un travail, non pas sur les routes de la soie mais sur les politiques maritimes de la Chine : politique de sécurité maritime, politique destinée à soutenir l'économie bleue de la Chine. Le point de départ était de mettre en rapport la manière dont les Chinois concevaient leur politique maritime, en travaillant sur les sources primaires, et la manière dont les intérêts européens étaient affectés par ces politiques, tout cela se rejoignant dans l'idée de route de la soie.

Je commencerai par la manière dont le débat sur les routes de la soie et en particulier sur le maritime s'est structuré en Europe ces trois dernières années pour m'attacher ensuite à décrire précisément comment les Chinois les conçoivent et ce qui a déjà été accompli dans le volet maritime des routes de la soie.

Comment le débat sur les routes de la soie et en particulier sur le maritime s'est-il structuré en Europe ces trois dernières années ?

Pour simplifier, je dirai qu'on peut distinguer aujourd'hui *trois « camps »*, avec des variantes autour de deux extrêmes dans la manière dont on regarde l'initiative de Xi Jinping de routes de la soie.

Une approche assez classique, *analyse de realpolitik* très partagée en Europe, à l'inverse de ce qu'on a entendu pendant la première table ronde, voit avant tout dans la route de la soie un projet géopolitique de domination.

Un autre discours, plutôt entrepreneurial, est tenu par des entrepreneurs politiques et les acteurs ayant des intérêts commerciaux qui voient les occasions que leur offre le projet de routes de la soie. Cela va du petit entrepreneur qui veut coopérer avec les Chinois dans les pays tiers à un Jean-Pierre Raffarin qui met en avant l'idée qu'on ne devrait pas concevoir les routes de la soie comme un projet de mondialisation à la chinoise mais plutôt comme un ensemble de projets précis auxquels il faut répondre de manière pragmatique, projet par projet, projet d'infrastructure par projet d'infrastructure.

Entre ces deux discours, sur le sujet des routes maritimes de la soie, se dessine un troisième camp qui a une approche plus ironique, voire un peu cynique, avançant que la route maritime de la soie n'a finalement que peu d'intérêt puisque la route maritime existe déjà. C'est bien sûr le cas pour l'Europe : la route Malacca-Suez permet le transit de 65 % du commerce Europe-Chine (300 milliards de dollars). La route Arctique, qui commence à peine à se dégeler, reste encore très marginale. Quant au commerce par voie ferrée, il ne représente que 2 % du commerce Europe-Chine. L'idée est donc que *la route maritime de la soie est une sorte de nouvel emballage pour quelque chose qui a déjà une existence importante* puisque le commerce maritime est le cœur de la relation commerciale Europe-Chine.

Quand on va de l'analyse générale au débat plus politique *quatre questions* se dégagent aujourd'hui en Europe dans les discussions sur les routes de la soie, des questions sur lesquelles on se positionne dans un sens ou dans un autre ou on ne se positionne pas encore.

La première est une question politique sur *la nature des règles du jeu* qui intéresse particulièrement Bruxelles. Cela explique par exemple l'initiative actuelle de la Commission européenne : la rédaction d'un document qui devra expliciter clairement les normes, les standards et les règles de l'Union européenne sur la coopération concernant les projets d'infrastructures de « connectivité » (terme assez à la mode). Cette réponse directe aux routes maritimes de la soie et aux routes de la soie en général a été déterminée par le projet hongrois (mentionné lors de la première table ronde) d'une voie ferrée reliant Budapest à Belgrade. L'idée est que, quand on coopère avec des Chinois

sur des projets d'infrastructures, on travaille soit avec leurs règles soit avec les nôtres. Si nous n'imposons pas nos règles, nous nous verrons imposer les leurs ou nous devons accepter de nous y soumettre. Il y a donc une discussion très politique sur la nature des règles d'engagement entre l'Europe et la Chine.

Une deuxième question émerge sur l'agenda comme un point politique où les acteurs se positionnent différemment : le discours sur *le lien entre investissement et influence politique* a pris beaucoup d'ampleur en Europe ces deux dernières années, en particulier à propos de la Hongrie mais aussi de la Grèce car il existe un lien (qui n'est pas prouvé par des éléments clairs et définitivement compromettants) entre le positionnement de la Grèce, le Conseil des droits de l'homme aux Nations Unies et la nature des investissements chinois dans le port du Pirée en particulier. Une discussion émerge en Europe à propos de l'impact des investissements chinois sur les relations politiques entre la Chine et les pays qui reçoivent ces investissements.

Une troisième question politique pour l'Europe concerne *la coopération contre la complémentarité*. Dans cette étude, nous nous sommes particulièrement intéressés au secteur de la construction navale. Nous en avons conclu que les projets chinois en matière de construction navale pouvaient signifier, à un horizon de quinze ou vingt ans, la fin de l'industrie de construction navale européenne en matière de construction de bateaux de croisière de luxe. Dans certains secteurs précis la compétition est très évidente ; dans d'autres des complémentarités sont possibles ; certains projets sont communs, je pense à Yamal¹¹ en Russie, où on a un investissement de Total et un autre de CNPC. Là encore se pose la question de la distinction entre complémentarité et compétition.

Enfin, une quatrième question, de nature plus stratégique, est liée à un autre aspect de la route maritime de la soie qui n'est plus sa dimension économique mais sa dimension de construction d'une puissance navale par la Chine. Elle

¹¹ Yamal LNG est l'un des projets de GN les plus grands et les plus complexes au monde, bénéficie des immenses ressources gazières à terre de la péninsule de Yamal en Russie. Novatek (50,1 %), Total (20 %), CNPC (20 %) et *Silk Road Fund* (9,9 %) développent le gigantesque gisement de gaz et de condensats de South Tambey. Ce projet vise à exploiter plus de 4 milliards de barils équivalent pétrole de réserves gazières. Toute la production de GNL est vendue à des clients européens et asiatiques, via des contrats de 15 à 20 ans.

porte sur *le positionnement de la France et de l'Europe à propos de l'émergence d'une coalition pour contrer la puissance navale chinoise dans l'aire indopacifique*. La coopération États-Unis, Inde, Japon, Australie prend forme de manière de plus en plus serrée et pose des questions à l'Europe. Lors du Dialogue Shangri-La dont il a été question dans la précédente table ronde, Florence Parly, ministre française de la Défense, a pris une position très claire en faveur du soutien de la France à l'idée de l'indopacifique.

Après ce panorama politique sur les questions qui se sont posées jusqu'à présent à l'Europe, je traiterai de *la route maritime de la soie : comment les Chinois l'ont-ils conçue ? Qu'ont-ils accompli jusqu'à présent ?*

Selon l'Administration océanique d'État, une administration de rang ministériel du Conseil d'État, l'une des institutions les plus importantes dans la mise en œuvre de la route maritime de la soie, ce projet n'a vraiment commencé qu'en 2016. L'idée a été lancée en 2013 par Xi Jinping dans son discours de Djakarta mais *la mise en œuvre de ce projet débute vraiment à partir de 2016*.

Pour parler des routes maritimes de la soie, il est indispensable de comprendre ce qu'est la nature de « l'économie bleue » de la Chine. Ce terme (« économie bleue »), utilisé aussi par l'ONU, regroupe toutes les activités liées à la mer : les pêches, la construction navale, l'exploitation de pétrole et de gaz *off-shore*, l'ingénierie maritime, la biologie marine et ses implications pour l'industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables, l'industrie des services avec le tourisme côtier et le tourisme maritime, tous les transports maritimes etc. Selon l'Administration océanique d'État, le PIB maritime de la Chine (qui cumule tous ces secteurs) représente aujourd'hui 10 % de son PIB total, ce qui placerait le PIB maritime de la Chine au quinzième rang mondial, soit l'équivalent du Mexique. *Il faut regarder les routes maritimes de la soie comme un projet destiné à poursuivre la modernisation de l'économie bleue de la Chine*. C'est comme tel qu'il est conçu par l'Administration océanique d'État et par la Commission nationale pour le développement et les réformes. Le document-clé, pour comprendre un peu ce que les Chinois ont en tête avec cette route maritime de la soie, est le plan quinquennal rédigé conjointement par l'Administration océanique d'État et la Commission nationale pour le développement et les réformes. Ce document extrêmement stratégique décrit les

secteurs qui doivent bénéficier de la route maritime de la soie. Il est important d'avoir la perspective de ces deux administrations et de tous les acteurs locaux, des provinces côtières aux grandes entreprises d'État, qui travaillent dans l'économie bleue et qui, en-deçà du Comité permanent du bureau politique du Parti, bénéficient directement – ou comptent bénéficier – des routes maritimes de la soie.

Selon un interlocuteur d'un *think tank* chinois, il ne faut pas s'attendre à ce que les routes maritimes de la soie génèrent énormément de nouveaux projets : si l'infrastructure portuaire est le cœur du projet, *les Chinois sont en train de mettre à niveau leur infrastructure existante pour renforcer leur commerce maritime et leur économie bleue et accompagner la nouvelle phase de la globalisation*. Il a tout à fait raison, jusqu'à présent l'accent est mis sur les divers investissements dans les infrastructures portuaires : une vingtaine de projets à divers stades de progression. Très peu concernent des investissements sur des sites vierges, c'est-à-dire la construction de nouveaux ports, comme à Gwadar (Pakistan), à Hambantota (Sri Lanka), à Djibouti, qui est une base navale, et, à côté, le nouveau port de Doraleh. De grands projets sont déjà un peu remis en cause en Asie du Sud-Est : Kyaupkyu in Myanmar et Malacca Gateway, en Malaisie, qui sont vraiment les grands ports nouveaux.

Mais l'essentiel de ce que la Chine a fait jusqu'à aujourd'hui- en particulier avec deux grands acteurs publics, Cosco et China Merchants Group – a consisté à prendre des parts dans la gestion de terminaux portuaires dans le monde, en particulier dans de nombreux ports en Europe. C'est jusqu'à présent la substance des routes maritimes de la soie. Un membre de l'exécutif de Cosco qu'on interrogeait sur la raison de ces investissements répondait : le commerce maritime c'est bien mais les profits fluctuent, en particulier avec le cours du pétrole, tandis que l'investissement dans des terminaux portuaires et la gestion de terminaux portuaires est une source de revenus stable. Les acteurs de premier plan dans la mise en œuvre de la stratégie des routes de la soie sont dans une logique de profits : on s'appuie sur une vision politique (et on en profite pour décrocher des financements) mais on est dans une logique purement économique. Lors de ce même entretien accordé par Cosco à la presse chinoise, M. Xu Lirong expliquait qu'à terme Cosco voyait son profit dans la finance de l'économie bleue de la Chine, la finance du transport maritime, la finance de toutes les opérations qui sont liées à l'économie bleue. La stratégie de Cosco est

donc de miser aujourd'hui sur les terminaux portuaires pour s'assurer des revenus stables à l'avenir avec le développement du commerce maritime qui va continuer de croître. Ce qui importe le plus, c'est la finance.

À partir de cet investissement portuaire, d'autres projets se coagulent. Cela se vérifie dans d'autres pays ayant reçu des investissements chinois : en Grèce, avec le tourisme, la réparation de bateaux de croisière, autour de Djibouti, à Hambantota, avec des zones économiques spéciales ... A partir d'un premier investissement dans le portuaire, la sphère publique de l'économie chinoise s'agrège à ces activités et la nature de la relation économique avec le pays qui reçoit l'investissement se diversifie, s'approfondit. C'est donc une cible en mouvement.

De cette étude assez précise des projets chinois dans des ports, nous avons conclu que le discours soupçonnant les investissements portuaires d'être un agenda caché masquant le véritable agenda chinois de construction de bases navales est plutôt exagéré. Djibouti reste un cas particulier, certes important, parce que c'est la première base navale de l'histoire de la République populaire de Chine. C'est une véritable rupture de politique étrangère : l'absence de base à l'étranger était autrefois un véritable marqueur de l'identité internationale de la Chine ; Xi Jinping a pris le contre-pied de cette approche puisqu'aujourd'hui, selon le discours officiel, partout où il y aura un besoin, les Chinois construiront des « facilités logistiques » pour défendre leurs intérêts à l'étranger – c'est le terme officiel pour désigner ce que le reste du monde considère comme des bases. Les exemples des ports sur lesquels les rumeurs ont été les plus insistantes (Gwadar, Hambantota, Kyaupkyu in Myanmar, plus récemment Vanuatu) montrent que, si la Chine a un intérêt à développer sa relation de défense avec le pays qui reçoit ses investissements, on n'est pas encore dans une logique selon laquelle construire une base serait dans l'intérêt de la Chine. À Djibouti la Chine avait une mission anti-piraterie depuis 2008. Mais si demain la Chine décidait de construire à Gwadar ou à Vanuatu ... sa démarche serait perçue comme agressive par tous ses voisins, par l'Inde à Gwadar, par l'Australie à Vanuatu. On serait alors dans une pure logique stratégique alors qu'à Djibouti on est dans une logique d'accompagnement des investissements chinois et de coopération avec les autres pays présents à Djibouti.

Quelles sont les conséquences pour l'Europe de cette route maritime de la soie ?

Les investissements portuaires peuvent faire espérer *la diminution des coûts du commerce maritime* pour tout le monde. Mais, si les grands acteurs du commerce maritime sont encore européens (Maersk et MSC), à long terme le risque existe, non d'une position monopolistique mais d'*un positionnement de Cosco ou de China Merchants Group qui leur permettrait de choisir leurs partenaires, donc de faire des choix pour des raisons politiques*. C'est un risque réel.

Le problème de la réciprocité se pose. Un opérateur européen pourrait-il investir dans les grands ports chinois à Ningbo, à Dalian, à Haikou, maintenant que la Chine construit à Hainan une nouvelle zone économique spéciale ? La réponse est non car on ne peut transiger sur les règles intangibles concernant les achats d'infrastructures publiques. Le problème de réciprocité se pose aussi pour les entreprises. Selon CMA CGM¹², Cosco se verrait ouvrir grands les ports européens mais quand CMA GGM arrive en Chine avec ses bateaux de porte-conteneurs, la régulation est lourde, il y a un coût... On retrouve la question de la réciprocité au niveau micro-économique.

Comme le disait cet interlocuteur chinois lucide, au-delà de l'infrastructure portuaire, il y a d'autres types de projets. J'ai cité le projet Yamal qui est intéressant parce qu'il a une dimension multilatérale franco-russo-chinoise avec des bénéficiaires dans différents pays, aussi bien en Asie du Nord-Est qu'en Europe. J'ai cité les vues de la Chine à partir du plan « *Made in China 2025* » dont on a parlé dans la première table ronde. Dans « *Made in China 2025* », l'un des dix secteurs stratégiques identifiés par l'État et pour lequel la Chine souhaite un *leadership* pour l'horizon 2025 est le *High Tech Shipping* (transport maritime de haute technologie) : réduction des émissions de carbone, utilisation des technologies de l'information etc. Là-dessus la Chine a des vues très claires. Elle l'a annoncé, elle veut le *leadership*. On est dans *une logique de pure compétition*. Vous avez sans doute observé que l'une des premières décisions du

¹² CMA CGM (CMA pour Compagnie Maritime d'Affrètement et CGM pour *Compagnie Générale Maritime*) est le 3^{ème} Groupe mondial et N°1 Français de transport maritime par conteneurs. Basé à Marseille, CMA CGM rayonne dans plus de 150 pays. Doté d'une flotte de 414 navires, le Groupe CMA CGM dessert 400 ports de commerce sur 521 mondiaux.

nouveau gouvernement français liée à l'investissement, la nationalisation temporaire de STX, a été justifiée en partie par le souhait d'éviter des transferts de technologies, non pas à Fincantieri mais au partenaire en *joint-venture* de Fincantieri qui est la China Shipbuilding Corporation à Shanghai, très active dans la construction de bateaux de croisière de luxe. La boucle est bouclée, on est là vraiment dans une question politique et économique pour la France.

La question de la puissance navale.

Au-delà de cette économie bleue, la Chine construit sa marine à un rythme accéléré. Elle est le seul pays qui ait des programmes dans tous les secteurs de la construction navale militaire, donc dans tous les types de bateaux. On assiste à une modernisation très rapide. Au-delà de cette dimension de stratégie économique, avec le projet de route maritime de la soie, autour de la construction navale chinoise, se profile une dimension de grande stratégie dont l'objet est la position de la Chine dans le système international et les rapports de force internationaux, en particulier la position de *leadership* dans la région et la rivalité avec les États-Unis. L'économie bleue et la construction de la puissance navale chinoise sont liées, autour de *la notion de défense des intérêts chinois à l'étranger* (intérêts des ressortissants comme des investissements), qui est intégrée dans la doctrine de politique étrangère chinoise. Cela s'est fait de manière progressive. Commencé en 2004, cela a été vraiment intégré au moment du XVIII^{ème} Congrès et confirmé au moment du XIX^{ème} Congrès. Les actions de la Chine pour protéger ses intérêts à l'étranger et la construction de sa puissance navale ont des effets qui sont poursuivis intentionnellement, il y a donc une stratégie : la défense des intérêts à l'étranger qui a des bénéfices collatéraux mais a aussi un coût pour la Chine. En cela je m'inscris en faux avec ce que j'ai entendu pendant la première table ronde, en particulier sur la question du *leadership*. Le document central est le rapport de travail de Xi Jinping au XIX^{ème} Congrès du Parti (66 pages dans sa version PDF traduite en anglais, trois heures et demie en version discours au XIX^{ème} Congrès). Les éléments de langage de ce discours sont extrêmement clairs : les plans visent l'horizon 2035, l'horizon 2050. Le terme de « *leadership* » est utilisé pour nommer l'objectif de la Chine : *leadership* en termes de puissance nationale « globale », ce qui implique l'utilisation de moyens militaires, économiques, d'outils d'influence politique etc., *leadership* en termes d'influence

internationale. Le terme est aussi utilisé par Xi Jinping. Cette ambition se décline dans d'autres domaines : une armée de classe mondiale, l'innovation technologique. Toute une série d'objectifs ont été fixés à l'horizon 2050. La Chine qui, pendant très longtemps, avait été systématiquement accusée d'un manque de transparence, offre aujourd'hui une transparence sans précédent sur le plan de ses intentions stratégiques à l'horizon 2050. Et les routes de la soie, en particulier leur composante maritime, sont bien un instrument de cette grande stratégie.

Pour l'Europe, les routes maritimes de la soie posent une question de long terme concernant la compétitivité de l'économie européenne de la mer (l'économie bleue de l'Europe). Au-delà des questions de compétitivité, se posent des questions politiques sur les limites de notre engagement avec de la marine chinoise, pour l'instant assez limité : Il y a beaucoup de visites réciproques mais peu de choses se passent à part des exercices conjoints annuels dans le Golfe d'Aden. Mais la question va se poser de plus en plus à mesure que la présence navale chinoise va continuer à effectuer sa transition d'une présence régionale en Asie à une présence globale le long des routes de la soie, y compris en Méditerranée et en Baltique comme on l'a vu des dernières années.

Derrière tout cela, une question se pose pour l'Europe. Le gouvernement français y a déjà répondu, en particulier le ministère de la Défense qui est très consistant sur ce sujet depuis de nombreuses années mais dont le discours devient de plus en plus précis au fil des années sur la notion d'Indopacifique, sur le partenariat avec l'Inde, avec le Japon, avec l'Australie. Jusqu'à quel point devons-nous pousser ces relations sachant qu'il est encore possible pour l'instant de faire un choix ? Plus tard, dans un mauvais scénario, pourrait se poser la question du grand choix stratégique entre la Chine d'un côté et ses rivaux de l'autre.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Duchâtel.

Je me tourne vers M. le professeur Huchet dont je rappelle qu'il est le vice-président à la recherche de l'INALCO.

Que contient précisément le programme « Une ceinture, une route » ? Quelle est l'ambition politique de Xi Jinping à travers ce projet ?

Je vous remercie pour cette invitation à venir partager quelques idées sur la route de la soie.

Lors de la préparation de cette table ronde, vous m'aviez notamment demandé de préciser le contenu de ce grand projet multi-facette et d'envisager les prolongements géopolitiques de ce projet.

La route de la soie est un projet très vaste, multi-facette, au point qu'on a parfois du mal à s'y retrouver quand on analyse les différents documents qui, depuis près de cinq ans, émanent du gouvernement chinois.

On a souvent comparé le projet de la route de la soie au plan Marshall (1948-1951), en particulier pour sa version terrestre ciblant l'Eurasie. Sur le plan de l'importance des investissements, le plan Marshall correspondait à peu près à 140 milliards de dollars actuels (soit 13 milliards de dollars de l'époque). Le projet route de la soie a déjà très largement dépassé ces ordres de grandeur. Beaucoup de chiffres circulent. On estime aujourd'hui que 800 à 900 milliards de dollars d'investissements seraient « dans les tuyaux », ce qui ne signifie pas qu'ils ont été réalisés, loin de là. La Chine annonce plutôt un ordre de 150 milliards de dollars par an, ce qui est déjà énorme à l'aune des montants investis lors du Plan Marshall. Vont-ils tenir le rythme dans les dix années à venir ? La Chine pourrait investir entre 1 000 et 1 500 milliards de dollars dans les dix années à venir dans ce grand projet des routes de la soie. C'est beaucoup et c'est relativement peu comparé aux besoins de financement en infrastructures constatés dans toute la région de l'Eurasie. Là encore, beaucoup de chiffres ont circulé, mais on parle d'environ 12 000 milliards de dollars d'investissements nécessaires dans cette région. Cet ordre de grandeur permet d'évaluer ce que pourrait être la contribution de la Chine. On comprend aussi pourquoi des institutions existantes, comme la Banque Asiatique de Développement, très largement dominée par le Japon, ou la Banque Mondiale, ne peuvent pas à elles seules combler ce besoin de financement. C'est par rapport à ce besoin immense en matière de financement que la Chine se positionne.

Le plan Marshall, très largement constitué d'aides, était accompagné de forts encouragements, de la part des États-Unis, à faire des réformes en matière fiscale, en matière d'ouverture des frontières. Les différents investissements réalisés pour le moment par la Chine ne sont pas assortis de toutes ces incitations. Par ailleurs, les sommes investies par les États-Unis étaient également complétées par des financements provenant des pays européens bénéficiaires du plan Marshall.

En termes de croissance, le plan Marshall a eu assez peu de retombées directes. Sur toute la période de 1948 à 1951, on a estimé à 0,3 % le supplément de croissance dans l'ensemble des pays touchés par le plan Marshall. Ce sont surtout des modifications institutionnelles qui sont sorties de ce plan.

Plusieurs stades sont prévus dans l'exécution de ce projet de la nouvelle route de la soie.

Le premier stade consiste aujourd'hui à financer, à bâtir des infrastructures dans des pays dont la liste s'allonge jour après jour. On parle même d'inclure des pays hors de l'ancien périmètre des anciennes routes de la soie (des pays de l'Amérique du Sud réclameraient d'être inclus dans le projet des routes de la soie).

Dans un deuxième temps, qui a commencé, on parle aussi de construction de nœuds industriels. Le gouvernement chinois préfère le terme de « zones économiques spéciales » qui correspond à sa propre histoire : la Chine en avait ouvert quatre à la fin des années 1970, au moment où Deng Xiaoping avait pris le pouvoir, puis leur nombre a augmenté. Ensuite des zones de collaboration avec les pays étrangers se sont multipliées après 1984.

Enfin, troisième stade, on devrait voir rapidement l'ouverture de couloirs de transport de l'information entre les différents nœuds économiques bâtis dans les pays qui font partie de ce projet de route de la soie.

La dimension internationale et la dimension nationale sont intimement liées dans ce projet de route de la soie.

Pendant très longtemps, en termes de politique étrangère et de politique économique, la Chine a fait profil relativement bas, appliquant ce qu'on a appelé la « doctrine Deng Xiaoping » après 1978. Deng Xiaoping considérait qu'il fallait d'abord faire la paix avec ses voisins, notamment avec l'Ouest, pour permettre à

la Chine de se développer d'un point de vue économique et de bénéficier d'un certain nombre de transferts de technologies.

À partir de 2008, au tournant de la grande crise économique qui nous a frappés, on a vu l'économie chinoise accéder à un stade de maturité totalement différent. Pendant longtemps les réserves en devises accumulées très rapidement depuis la fin des années 1990 ont été placées dans des bons du Trésor américain qui étaient le placement le plus sûr. À partir de 2008, la diversification de ces placements est devenue une nécessité pour la Chine qui ne pouvait plus placer tout cet argent en bons du Trésor américain. La question des investissements directs à l'étranger s'est alors posée de manière impérative.

Parallèlement, la Chine a eu des besoins croissants en matières premières à partir du début des années 2000, notamment en pétrole et en gaz, et c'est ce qui l'a amené à investir dans le secteur de l'énergie en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie du Sud-Est et en Asie centrale. De même, les entreprises chinoises ont recherché des transferts de technologies plus sophistiquées. C'est un aspect extrêmement important qui explique les rachats d'entreprises européennes.

À la même époque, on perçoit des signes d'essoufflement du modèle économique chinois, avec une baisse de la rentabilité des entreprises d'État, qui ont reçu beaucoup d'aides, qui sont beaucoup intervenues sur les grands projets d'infrastructures en Chine. Ce projet des routes de la soie offre aux grands acteurs du secteur public chinois qui ont construit des réseaux ferroviaires, des réseaux routiers, la possibilité de profiter d'un positionnement à l'international pour continuer à développer un certain nombre de marchés qui seraient financés par le gouvernement chinois.

À partir de 2008, toute une série de raisons vont pousser la Chine à modifier son positionnement international sur le plan économique. On peut dire que le projet de route de la soie reprend ces différents éléments pour capitaliser cette maturité économique de la Chine et se muer en un grand projet géopolitique qui va servir les intérêts économiques de la Chine.

Cette dimension nationale soulève des questions : par exemple, toutes les industries chinoises ont des surcapacités. Le projet de route de la soie va-t-il permettre à ces surcapacités de se répandre dans les pays d'Asie centrale ? Pour certaines industries, tel l'acier, on peut penser que oui. Pour d'autres, tel le ciment, difficile à transporter, c'est plus compliqué. Par ailleurs on peut imaginer que les pays qui vont recevoir des financements de la Chine

souhaiteront construire ces infrastructures avec les Chinois posant le problème du degré d'ouverture du projet de route de la soie aux pays récipiendaires.

Sur le plan financier, on observe une volonté, de la part de la Chine, d'accélérer l'internationalisation de la monnaie chinoise. Sans rentrer dans ce domaine complexe qui nous conduirait trop loin, je dirai que des réformes du système financier intérieur chinois sont nécessitées par les précautions qu'impose à la Chine l'internationalisation du yuan. La route de la soie pourrait permettre de poursuivre l'internationalisation de la monnaie chinoise parallèlement à des réformes prudentes sur le plan intérieur.

En ce qui concerne les prolongements géopolitiques de la nouvelle route de la soie, on a vu s'appliquer en Amérique du Sud, en Afrique, une stratégie chinoise (qui consiste en une série de prêts sans conditions politiques) d'aide au développement sur des projets fréquemment construits par des firmes chinoises et qui permettent à la Chine d'accroître son influence géopolitique dans ces pays. En retour, cette influence géopolitique augmente les chances de la Chine et de ses entreprises nationales d'obtenir de nouveaux contrats économiques. C'est une sorte de « cercle vertueux » à l'avantage de la Chine qui pourrait s'installer avec les pays qui reçoivent les investissements chinois. C'est pourquoi j'emploie le terme de *Pax Sinica* dans cette région qu'est l'Asie centrale et l'Eurasie de manière plus générale.

Cette influence grandissante de la Chine dans cette immense région pose la question de l'émergence des grandes puissances. Un bref retour dans l'histoire nous rappelle que dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, les États-Unis avaient pu élargir leur influence sans rencontrer trop d'obstacles, que ce fût sur la façade maritime ou sur la façade terrestre. La puissance coloniale espagnole n'était pas capable d'endiguer la puissance américaine. La Chine est dans une situation totalement différente. La façade maritime demeure largement sous le contrôle des États-Unis. Sur la façade terrestre d'autres grandes puissances comme l'Inde, la Russie, ou l'Iran disposent d'une influence importante. Le corridor eurasiatique n'est dominé par aucune de ces puissances, y compris l'Union européenne ou les États-Unis. Les pays du corridor eurasiatique sont aussi marqués par une forte instabilité politique et économique. Mais la Chine fait le pari qu'elle aura les moyens économiques, peut-être demain les moyens militaires (même si aujourd'hui personne ne parle de cette dimension qui

effraie) d'occuper cette façade terrestre. C'est un pari compliqué. Les puissances régionales comme l'Inde, la Russie, l'Iran malgré une coopération de façade restent assez prudentes face au projet chinois de nouvelle route de la soie.

Ce projet comporte également quelques risques et la Chine pourrait rencontrer un certain nombre d'obstacles. Sur la route de la soie, un certain nombre de pays sont déjà fragilisés par une dette déjà très importante et les prêts accordés aujourd'hui par la Chine propulsent ces pays dans une zone d'instabilité financière qui risque de les fragiliser.

Bienvenue au club des superpuissances ! Comme les États-Unis et l'Europe, la Chine va devoir apprendre à gérer des changements de majorité politique, à gérer des pays en instabilité économique. Elle va très certainement enregistrer des pertes sur le plan financier. Elle devra apprendre ici à gérer une dette qu'on ne pourra pas lui rembourser, ailleurs à rééchelonner des dettes. Certes la Chine apprend vite. Mais quand on regarde ce qui se passe au Venezuela, au Sri Lanka et dans d'autres États fragilisés par la dette, on peut craindre qu'un certain nombre de pays ne se retrouvent dans des situations préoccupantes.

Il faut s'attendre à des remises en cause. On a vu des réactions dans la classe politique pakistanaise par rapport à une série d'investissements réalisés par la Chine dans le cadre du corridor Chine-Pakistan. En Malaisie, la nouvelle majorité du docteur Mahathir (Premier ministre nouvellement élu) veut remettre en cause un certain nombre d'investissements chinois conclus avec l'ancien président.

Concernant les questions environnementales, on observe une dichotomie. Les projets financés par la Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures (*Asian Infrastructure Investment Bank*, ou AIIB), dominée par la Chine, présentent une façade extrêmement verte et « *clean* » de la Chine. En effet, une grande majorité des investissements sont orientés vers des technologies vertes. Mais seuls 4 ou 5 milliards d'investissements viennent de l'AIIB. La très grande majorité des investissements opérés aujourd'hui dans le cadre du projet de la route de la soie sont réalisés par des organismes financiers chinois, comme la *China Development Bank*, la *China Exim Bank* et différents fonds créés par la Chine, qui, sur les questions environnementales, sont beaucoup moins « *clean* » : les projets de centrales de production d'électricité, par exemple, restent principalement des centrales à charbon qui posent

problème pour les négociations sur le climat. On ferme des centrales en Chine... et on en ouvre à l'étranger !

Chaque grand *leader* chinois aime avoir un grand projet. Sous Hu Jintao il n'était question que de la fameuse « société harmonieuse ». Aujourd'hui le rêve chinois est la nouvelle route de la soie. Ce projet, qui s'est beaucoup précisé depuis 2013, risque d'évoluer encore. Je pense néanmoins que ce projet est là pour durer car il correspond à une maturité économique de la Chine et à une volonté de penser la projection économique de la Chine à l'étranger.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur le professeur, pour cet exposé qui prolonge le précédent et ceux qui ont été tenus dans la table ronde que présidait Marie-Françoise Bechtel.

Je vais maintenant passer la parole à Mme Alice Ekman, chercheur, responsables des activités Chine à l'Ifri et enseignante à Sciences Po, dont je recommande le livre, tout à fait remarquable, dont elle est l'une des contributrices, avec M. Mathieu Duchâtel et d'autres spécialistes, *La Chine dans le monde* (CNRS éditions, février 2018).

ALICE EKMAN

Comment la Chine perçoit-elle le monde et quelles sont les ambitions de la politique étrangère chinoise ?

Merci, M. Chevènement, pour cette présentation et merci d'avoir rappelé qu'il s'agit d'un livre collectif (auquel ont contribué Françoise Nicolas, Jean-Pierre Cabestan, Marc Julienne, Antoine Bondaz, John Seaman, Mathieu Duchâtel et Agatha Kratz). En effet, nous sommes partis du postulat modeste que personne ne peut tout savoir sur la Chine et qu'il est toujours important de créer des synergies entre les expertises. Nous avons donc réuni des spécialistes de l'économie chinoise, de la sécurité chinoise, des questions énergétiques etc. pour

donner une vue d'ensemble de l'approche chinoise du monde. Vaste programme !

Mais nous parlons aujourd'hui des routes de la soie.

Après les interventions très intéressantes de Jean-François Huchet, sur les questions économiques, et de Mathieu Duchâtel, qui nous permettait de prendre en compte la perspective européenne d'un certain nombre de questions relatives aux routes de la soie, je vous propose d'aborder la perception chinoise, la manière dont la Chine conçoit et promeut son projet à l'étranger.

Il est vraiment passionnant de suivre et d'analyser le projet des routes de la soie car il est en constante évolution. Nous avons cinq ans de recul pour analyser ces évolutions.

Évolution conceptuelle

Le concept a changé. D'ailleurs les officiels chinois n'utilisent plus le terme de « Nouvelle route de la soie » mais l'expression « *One Belt, One Road* », devenue ensuite « *Belt & Road* » (B&R) et maintenant « *Belt & Road initiative* ». Pékin se plaît à souligner qu'il s'agit d'une initiative et non d'une stratégie, d'un plan. Ces éléments de langage, ces termes répétés par la diplomatie chinoise pourraient évoluer... Il est néanmoins utile de noter cette évolution conceptuelle pour se retrouver dans tout ce jargon formulé par Pékin depuis 2013.

Évolution géographique

Il y a trois ou quatre ans Xi Jinping et de nombreux diplomates chinois mentionnaient 60 ou 65 pays qui seraient concernés par les routes de la soie. Le nombre était parfois flou... A l'avant-dernier Davos, Xi Jinping parlait d'une centaine de pays et d'organisations internationales concernés. Cela révèle, du point de vue de Pékin, la possibilité d'une expansion géographique.

Potentiellement tous les pays sont concernés, martèlent aujourd'hui les diplomates chinois. L'Arctique est inclus, en tout cas, dans le livre blanc qui concerne l'Arctique, les routes de la soie sont évoquées. L'Afrique est incluse également. L'espace lui-même, avec la dimension satellitaire, est concerné. Il est très intéressant de prendre en compte cette expansion géographique et de se dire que si aujourd'hui dans un pays on ne parle pas des routes de la soie on pourra en parler demain, soit parce que la Chine aura fait la promotion de son

concept dans ce pays, soit parce que celui-ci, spontanément, demandera à être inclus par la Chine dans les pays dits « membres » des routes de la soie.

Il demeure difficile de dresser une liste précise des pays « membres », compte tenu du caractère évolutif du projet. Ce qui est sûr, c'est que l'on s'est éloigné très largement de la dimension historique initiale. On dépasse largement le cadre eurasiatique.

Il est intéressant aussi de voir que la Chine essaie de formaliser l'adhésion (le *membership*) aux routes de la soie. De plus en plus la Chine incite certains pays à signer des accords-cadres (*memorandum of understanding – MoU*) qui précisent que le pays « soutient » formellement les routes de la soie. La formalisation du projet par des documents officiels, des communiqués conjoints, pose la question de l'influence politique. C'est une question qui se pose à la France qui jusqu'à présent n'a pas signé de *MoU* concernant les routes de la soie.

Évolution sectorielle

En 2013-2015, le projet chinois semblait se concentrer avant tout sur les infrastructures, principalement des infrastructures de transports (ports, aéroports, routes, autoroutes...) mais le premier document précisant officiellement ce qu'étaient les routes de la soie selon Pékin, qui a été publié en mars 2015 par la *National Development and Reform Commission* (NDRC), l'équivalent chinois – dans une certaine mesure – du commissariat général au Plan, évoquait déjà d'autres secteurs au-delà des transports : infrastructures énergétiques, infrastructures de télécommunication et numériques, en particulier les câbles sous-marins, les *data centers* et toutes les technologies qui relèvent du traitement, de l'analyse des données, de flux des données, réseaux de téléphonie mobile... Ce plan mentionnait aussi explicitement la construction de zones économiques spéciales, zones industrielles spéciales et parcs industriels, tels qu'ils ont bourgeonné sur le territoire chinois depuis l'ère de réforme et d'ouverture lancée par Deng Xiaoping dès 1978 et surtout autour des années 1980.

Ce développement des parcs industriels pose aussi de la promotion d'un modèle économique particulier.

La Chine souhaite-t-elle promouvoir un modèle économique à l'étranger ?

De facto, le fait que les autorités chinoises incitent des pays à construire sur leur territoire des parcs industriels sur son propre modèle (concentration d'investissements dans des zones particulières, zones ouvertes à l'export, rôle

fort de l'État dans l'économie, appelé à investir massivement dans les infrastructures,) achemine progressivement ces pays vers un modèle de développement assez proche de celui de la Chine, dans une certaine mesure.

Pour revenir à l'expansion sectorielle, j'ai noté les domaines plutôt « durs », matérialisables : des infrastructures de transport, des raffineries, des câbles sous-marins, etc. Mais il existe une extension immatérielle des routes de la soie, qui concerne les secteurs touristiques, douaniers, juridiques, culturels, on a l'impression que tous les secteurs sont potentiellement concernés !

Tout est possible en termes géographiques, tout est possible en termes sectoriels. Mais ce concept fourre-tout n'est pas non plus une coquille vide ; certains projets émergent réellement.

Ces développements tous azimuts sont sous-tendus par une logique, la volonté chinoise d'internationaliser les priorités nationales. Pour la Chine le développement des infrastructures à l'étranger est important, notamment parce que le marché est saturé en termes de routes, de ports etc. Les surcapacités ne sont pas la seule raison mais le développement des infrastructures à l'étranger, en cherchant des relais de croissance complémentaires par rapport à la situation du marché intérieur, est totalement en accord avec la priorité chinoise de développement économique intérieur.

Mathieu Duchâtel parlait des plans quinquennaux. En fait, on voit un alignement des priorités mentionnées dans les plans chinois, que ce soit le plan quinquennal, le plan « *Made in China 2025* » ou d'autres documents de planification chinois, avec les orientations des routes de la soie elles-mêmes.

Extension normative

En décembre 2017, la Chine a sorti un plan pour la période 2018-2020 qui essaie de promouvoir à l'étranger des normes « route de la soie » dans le domaine très large de la connectivité. Il existe une réelle réflexion stratégique en Chine sur la promotion de normes dans certains secteurs, y compris le secteur des transports.

Extension en matière de multilatéralisme, de gouvernance mondiale.

Les questions qui ont été posées à l'issue de la première table ronde sur le « 16+1 » et sur le forum des routes de la soie de mai 2017 sont intéressantes. Aujourd'hui, les diplomates chinois considèrent souvent l'étiquette « route de la

soie » comme fédératrice (même si des pays se sont opposés aux routes de la soie, telle l'Inde, un grand nombre de pays y adhèrent) et comme une plate-forme d'interaction entre États. Quel que soit le contenu des discussions, le label « routes de la soie » est parvenu à rassembler, en mai 2017, plus de vingt chefs d'État, à l'initiative de la Chine, à Pékin, autour d'un agenda principalement rédigé par la diplomatie chinoise. Xi Jinping a annoncé clairement, depuis quatre ans déjà, que la Chine doit jouer le rôle de « pilote » de la restructuration de la gouvernance mondiale, et pour cela elle investit dans les institutions multilatérales à plusieurs niveaux. Au niveau régional, au niveau sous-régional, on a vu un alignement de l'agenda « 16+1 » avec la thématique « route de la soie ». Et, ces dernières années, on a vu une multitude de forums multilatéraux se tenir, sous l'étiquette « route de la soie », en Chine et à l'étranger, à l'initiative des autorités chinoises. De plus en plus, la diplomatie chinoise considère les nouvelles routes de la soie comme un moyen de promouvoir une nouvelle forme de multilatéralisme, de rencontres internationales, qui lui permettraient de mieux promouvoir ses intérêts.

La question du leadership

Nous avons aujourd'hui assez d'éléments pour dire que la Chine souhaite, à différents niveaux, consolider son statut de puissance régionale et, par le biais des routes de la soie, son statut de puissance mondiale. Les autorités chinoises le disent elles-mêmes explicitement dans des documents officiels et publics. Les déclarations de Xi Jinping sont assez claires à ce sujet, comme le disait Mathieu Duchâtel, et assez intéressantes à analyser.

Quand on échange avec des interlocuteurs chinois, on se rend souvent compte que la Chine souhaite rattraper un retard. Par exemple, les autorités chinoises souhaitent rattraper leur retard en termes de câbles sous-marins dont le réseau est principalement dominé par des entreprises occidentales, européennes, américaines. Il s'agit en fait de rattraper le retard en matière d'infrastructures, de gestion des flux dans leur diversité (flux de marchandises, d'informations, de personnes...).

La Chine présente de plus en plus les nouvelles routes de la soie comme une nouvelle forme de mondialisation. S'agit-il d'une simple compétition entre infrastructures ou d'une compétition plus fondamentale en termes de valeurs, ou d'utilisation des données par exemple ?

Les autorités chinoises considèrent non seulement qu'il y a un retard matériel à rattraper, en termes d'infrastructures dans un certain nombre de secteurs mais aussi au niveau normatif, conceptuel et lexical, Pékin considérant que le discours ambiant est injustement dominé par une rhétorique et des orientations formulées de manière illégitime par les puissances occidentales. Il est temps, selon le PCC, qu'un discours formulé par la Chine soit davantage présent dans les institutions internationales afin que la Chine puisse mieux promouvoir ses intérêts.

On assiste donc à une compétition renforcée entre la Chine et les États-Unis dans la région Asie Pacifique mais aussi, plus largement, au-delà de la région, en termes de gestion des flux. Je reviens du sommet du Shangri-La à Singapour où la rhétorique était assez coordonnée, claire et ferme côté occidental, avec la volonté de promouvoir une approche « indopacifique » de la région qui inclut plusieurs volets : coopération au niveau militaire (interopérabilité notamment), coopération diplomatique mais aussi coopération au niveau économique. James Mattis, qui a prononcé le discours d'ouverture vendredi matin, appelait au développement d'initiatives privées pour l'investissement dans les infrastructures. On voit donc l'émergence d'une compétition de projets de développement des infrastructures qui n'a rien de nouveau mais se formalise et se renforce ces derniers temps, en réponse au projet chinois des nouvelles routes de la soie.

Quel avenir pour le projet de routes de la soie ?

Je serai tout à fait d'accord avec Jean-François Huchet pour dire que le projet est là pour durer, dans toutes ses dimensions. Aujourd'hui la Chine a beaucoup insisté sur les infrastructures matérielles de transport mais il ne faut pas négliger la dimension *soft* ou plus immatérielle qui va être clarifiée, développée dans les prochaines années. En effet, la Chine a marqué clairement son ambition d'inclure ces domaines dans le cadre des nouvelles routes de la soie.

Comment la France se situe-t-elle par rapport à ce projet ?

La France n'a pas signé de *memorandum of understanding* formalisant son accord avec la route de la soie. Elle n'a pas répondu explicitement à la proposition de la Chine. Si, lors de la visite du président Macron en Chine, on a entendu des déclarations très générales sur un accueil favorable, il n'y a pas eu d'acceptation formelle. La question reste sur la table.

Peut-on parler des nouvelles routes de la soie... alors que cela veut désormais tout et rien dire ? Lorsqu'un pays déclare qu'il soutient les nouvelles routes de la soie, qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'il approuve les projets de transports, mais aussi les nouveaux tribunaux d'arbitrage internationaux estampillés routes de la soie ? Les nouvelles normes chinoises en matière de connectivité ? Les nouveaux programmes de formation du gouvernement chinois ? Tout cela à la fois ? D'un point de vue chinois, les nouvelles routes de la soie englobent toutes ces initiatives.

Aujourd'hui le terme « Nouvelles routes de la soie » (ou « *Belt & Road initiative* ») prête à confusion et son utilisation apparaît contre-productive dans une certaine mesure. Il serait plus clair de parler, par exemple, de projet concret en matière d'infrastructures de transports ou, comme le fait l'Union européenne, utiliser le terme de « connectivité ». En parlant de connectivité au sens large, on englobe tous les projets de connectivité quelle que soit leur labellisation par tel ou tel pays. Cela permet de mettre en concurrence les nombreux projets existants de développement des infrastructures : le projet chinois mais aussi les projets japonais, russe, américain. L'Inde elle-même a fait le choix de ne plus officiellement mentionner le terme « nouvelles route de la soie ». Déplorant l'absence de participation de l'Inde au forum des routes de la soie de mai dernier, la Chine a pris acte du refus de l'Inde de souscrire au concept, ajoutant que cela ne lui interdisait pas de continuer à avancer sur certains projets concrets ni de commencer à discuter d'autres projets.

Aujourd'hui, une exigence de précision et de clarification s'impose. Lorsqu'on échange avec les autorités officielles chinoises, les déclinaisons locales des grandes orientations édictées au niveau central ne sont pas toujours claires, précises. Par exemple, lorsqu'elles sont interrogées sur leur vision concrète des routes de la soie dans le bassin méditerranéen, sur la cohérence et les objectifs des projets, alors même que des investissements chinois ont ciblé un certain nombre de ports de la Méditerranée, peu d'éléments de réponse sont apportés. Si la stratégie a été planifiée au niveau central à Pékin, elle ne prend pas – ou peu – dans certains cas les spécificités locales. Certains acteurs français sont davantage avancés, en matière de réflexion stratégique au niveau local concernant les nouvelles roues de la soie, que les autorités chinoises. Le port de Marseille, par exemple, réfléchit beaucoup à la question. La SNCF s'interroge aussi à propos de la localisation : Lyon est-elle la destination idéale d'un train

« route de la soie » venant de Wuhan¹³ compte tenu de l'infrastructure du réseau ferroviaire français ?

Les routes de la soie incitent donc les acteurs français à se poser des questions essentielles : quelle est la stratégie française en termes d'aménagement du territoire, en termes d'ajustement du réseau de fret ? Quelle est l'approche française et européenne vis-à-vis de la gouvernance mondiale ? Comment faut-il ajuster/réformer certaines institutions multilatérales ? Quel type de mondialisation soutenir à moyen et long termes ? Ces questions sont centrales et vont probablement le rester dans les prochaines années, alors que la Chine continuera probablement à promouvoir son projet des nouvelles routes de la soie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Mme Ekman, de votre contribution.

Vous avez décrit un projet mouvant que nous pourrions soutenir pour l'accompagner : cela ne nous engagerait pas à grand-chose puisqu'il est en constante évolution !

Je ne veux pas en dire plus.

Je me tourne maintenant vers un grand ambassadeur qui était en poste à Pékin avant et après les événements de la place Tienanmen. Il raconte tout cela, et bien d'autres choses encore, dans *La diplomatie n'est pas un dîner de gala*¹⁴, en

¹³ Un train chargé de conteneurs parti le 6 avril de la ville chinoise de Wuhan, chargé de 41 containers de matériel technique, de pièces automobiles, électroniques et d'un peu de chimie, est arrivé le 19 avril 2018 à Lyon. En 15 jours, le train a parcouru près de 11 500 kilomètres, à travers le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne et l'Allemagne. Ce trajet existe depuis quelque temps entre la Chine et Duisbourg, dans la Ruhr, et la nouveauté réside dans son prolongement jusqu'à Lyon. Selon la métropole, cette nouvelle route de la Soie « marque un nouveau pas dans les bonnes relations qu'entretiennent Lyon et la Chine », après la venue du président de la République de Chine Xi Jinping, en mars 2014, à l'inauguration du Centre pour la promotion des relations entre la Chine et Lyon et à celle du musée de l'institut franco-chinois de Lyon.

¹⁴ *La diplomatie n'est pas un dîner de gala. Mémoires d'un ambassadeur. Paris-Pékin-Berlin*, Claude Martin, éd. De l'Aube, 2018.

particulier le fait que les Français ne comprennent pas toujours de quoi il s'agit et que l'Europe est quand même dramatiquement absente à tous ces rendez-vous. Mais M. l'ambassadeur Martin, qui a été également en poste à Berlin, a réfléchi sur cette question.

Je lui laisse la parole.

CLAUDE MARTIN

Quelle stratégie chinoise derrière les Nouvelles routes de la soie ?

Merci, Monsieur le ministre.

Ma tâche est facile parce que la plupart des choses que je voulais dire ont été dites. J'esquisserai donc une synthèse avant que vous ne tiriez la conclusion. Cette synthèse portera aussi sur ce qui a été dit lors de la première table ronde où un certain nombre de sujets ont été abordés.

Y a-t-il jamais eu une route de la soie ?

Je relisais récemment le récit de mission de Jean de Plan Carpin¹⁵ qui fut envoyé en Mongolie par Innocent IV en 1245. Parti de Lyon pour Karakorum, il traversa des territoires extrêmement hostiles, qui n'étaient en rien des espaces d'échanges. Alors que les envoyés du Duché de Vladimir étaient exécutés pratiquement sous ses yeux, il réussit à sauver sa vie, à continuer sa route et à rejoindre le camp de Güyük qui, avec son cousin Batu, régnait sur l'Empire mongol. Plus tard, Guillaume de Rubrouck et quelques autres, dont Marco Polo vingt ans plus tard, ont donné une image plaisante de la route de la soie mais c'était en fait une route extrêmement dangereuse. Le véritable passage de la soie et des échanges en général, aussi bien commerciaux que politiques et culturels, se faisait par la route maritime que M. Duchâtel a décrite. C'est aussi la plus ancienne, bien avant et bien après l'amiral Zheng He. Les Jésuites sont venus

¹⁵ La *Relation de ses voyages (pendant les années 1245-1247)* a été publiée, en latin, d'abord à La Haye en 1729 et, d'une manière plus complète, d'après les manuscrits de Leyde, par Marie-Armand d'Avezac en 1838.

par là en bateau, c'est par là que tout passait, la traversée de l'Asie centrale étant une traversée extrêmement périlleuse.

Pourquoi cette route de la soie ?

Pourquoi nos amis chinois se trouvent-ils soudain incités à réinventer ce concept, à lui donner de l'étoffe ?

Cela répond évidemment à un besoin interne. L'économie chinoise, qui s'essouffle un peu et a besoin de nouveaux marchés pour ses surcapacités matérielles et financières (on parle de l'acier mais il y en a beaucoup d'autres), peut légitimement avoir envie de déverser une partie de ces capacités vers l'Asie centrale et vers l'Europe qui, au bout de la route, malgré ses divisions et ses crises successives, apparaît assez prospère. De plus, il est évident pour tous ceux qui sont allés en Chine que ce pays a besoin de développer son grand Ouest. Le Sinkiang (Xinjiang) n'est pas une zone stable¹⁶ ; dans le couloir du Gansu on traverse des déserts¹⁷. Tout cela mérite d'être développé si l'on veut rééquilibrer un peu la croissance de la Chine. Au-delà même de la frontière il y a des territoires sur lesquels les capacités financières et matérielles de la Chine pourraient se déverser. La Chine et son économie ont donc besoin de réinventer le concept de la route de la soie afin de diriger leur effort de ce côté-là.

Cela répond aussi à une raison interne politique. En 2013 M. Xi Jinping arrive au pouvoir, il doit donner au rêve chinois une dimension matérielle, concrète. C'est à ce moment-là qu'est inventé, lors d'un voyage à Djakarta et lors d'autres voyages en Asie centrale, le concept de ces nouvelles « routes de la soie ».

Cette volonté d'aller vers des espaces nouveaux et d'y déployer les capacités chinoises correspond à une nouvelle vision de la diplomatie chinoise à l'extérieur. La Chine regarde au-delà de l'Asie. Elle définit « sa » conception de l'ordre mondial. Elle remet en cause l'ordre institutionnel existant, celui des Nations Unies et des institutions spécialisées, dans lequel elle s'était pourtant intégrée en douceur depuis 1971. Elle veut, à travers l'initiative des « nouvelles routes de la soie » – qu'elle n'appelle pas en chinois de ce nom, le vocable chinois est « *yi dai yi lu* », « une ceinture et une route », qu'on pourrait traduire par une ceinture (autour du monde) et un chemin (reliant l'Est et l'Ouest) –

¹⁶ Cette région, où les Ouighours (45,6 %) sont plus nombreux que les Han (40,1 %), est le lieu de tensions communautaires.

¹⁷ La majeure partie des 454 000 kilomètres carrés du Gansu est située à plus de 1 000 mètres d'altitude et, au Nord, le plateau d'Alashan est semi-désertique.

proposer une « autre façon » de développer le monde, une « autre » méthode et des principes nouveaux pour organiser la coopération internationale.

Je me souviens encore de la séance au cours de laquelle en 1971 l'Assemblée générale des Nations unies a rétabli les droits de Pékin à occuper le siège de la Chine. Installée dans ce siège, membre permanent du Conseil de sécurité, la République Populaire de Chine a joué le jeu, elle s'est coulée dans le système international existant. Elle a pris la place de la Chine dans toutes les institutions spécialisées, sauf au GATT, organisation commerciale (ancêtre de l'OMC) où son adhésion posait quelques problèmes car l'économie de la RPC n'était pas régie par les règles de l'économie de marché. En 2001, elle a été finalement admise à l'OMC, avec quelques restrictions, en échange de la promesse qu'elle ferait les réformes dans les quinze ans à venir. Rendez-vous avait été pris en 2016, et l'optimisme régnait, car la Chine avait un excellent Premier ministre, Zhu Rongji, un vrai réformateur.

Mais depuis lors, par degrés successifs, la Chine a pris ses distances avec les principes et les règles de la société internationale, et a commencé à relativiser les règles qu'elle avait paru accepter. Elle s'est mise à contester « l'idéologie occidentale » qui inspirerait les Nations Unies, les institutions spécialisées, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire (qui a pourtant donné un statut privilégié à la monnaie chinoise, le renminbi), en affirmant qu'elle n'y avait jamais complètement adhéré.

Selon Pékin, l'adhésion de la Chine à la Charte avait été donnée à l'origine par la République de Chine, et le siège de la Chine avait été occupé pendant vingt-deux ans par Taiwan, dont le régime « pro-occidental » et « chrétien » pouvait se plier à des normes que le gouvernement de la RPC ne reconnaissait pas comme compatibles avec « l'authenticité chinoise ». Les responsables chinois se sont mis à récuser, à New York, à Washington, ou à Genève, les « valeurs de l'Occident, imprégnées de christianisme », en observant qu'elles n'étaient pas forcément « universelles », les valeurs léguées par Confucius correspondaient mieux à la tradition chinoise, ou asiatique.

À New York, les diplomates chinois ont commencé à évoquer l'idée de réviser ou de « compléter » la Charte, en y introduisant l'idée d'une coexistence entre des systèmes de droits différents. À La Haye, ils ont contesté la légitimité de la décision de la Cour Internationale de Justice qui donnait raison aux Philippines dans leur différend territorial avec Pékin. Et à l'OMC, ils ont contesté l'attitude des États-Unis, de l'Europe et du Japon, qui « prétendent imposer à la Chine des

réformes qui ne correspondent pas à sa situation particulière » en échange de l'octroi du statut d'économie de marché.

L'initiative des « nouvelles routes de la soie » (en anglais BRI, *Belt and Road Initiative*) est clairement une riposte à cet « ordre occidental » que Pékin reproche à l'Amérique et à l'Europe de vouloir lui imposer. La BRI est un projet à ambition mondiale, une proposition de coopération économique, scientifique, culturelle, et finalement politique, lancée en direction de tous les pays qui seraient prêts à établir avec la Chine une nouvelle forme de rapports, en écartant les principes, les pratiques et les normes en usage dans les institutions internationales existantes.

À travers la BRI, la Chine veut fabriquer « son » ordre international, avec « ses » instruments de coopération internationale (Banque asiatique pour les investissements des infrastructures (BAII), Fonds de la route de la soie etc.).

L'initiative chinoise, clairement destinée à faire concurrence aux projets des institutions internationales (et européennes) est présentée sous une forme suffisamment appétissante en matière de financement (avec des listes de projets représentant des centaines de milliards de dollars) pour être prise au sérieux. Elle fait tourner les têtes. Dans tous les pays sollicités, y compris les plus sérieux, de nombreux dirigeants viennent mordre à l'hameçon. Un certain nombre commencent cependant à en percevoir les intentions pernicieuses.

Comment cette initiative s'est-elle développée ?

Alice Ekman l'a dit, le projet initialement désigné sous le vocable des « nouvelles routes de la soie » ne cesse de changer de forme.

Au départ, le discours de Djakarta décrivait un projet à vocation régionale, la Chine proposait de mettre ses « capacités » (ressources financières, main d'œuvre, technologies) au service de ses voisins immédiats. Elle visait l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Est et du Sud, Ceylan, et surtout le Pakistan, son partenaire privilégié, d'autant que l'Inde était en train de commencer à flirter avec les États-Unis. L'aménagement du corridor sino-pakistanaï et du port de Gwadar ont été tout naturellement inscrits parmi les chantiers prioritaires.

Puis le cadre des projets a débordé de l'Asie, l'ambition chinoise s'est développée sur les cinq continents. Les « nouvelles routes de la soie » dont on parle aujourd'hui n'ont plus rien de commun avec celles auxquelles on prétend se référer dans l'Histoire. Elles couvrent le monde entier. On en a recensé huit

ou douze qui vont vers l'Australie, vers l'Argentine, vers la côte africaine par Gwadar et Djibouti, vers les pays baltes et même au-delà.

Ces « routes » ont même changé de nature. Elles désignaient au départ des axes de communication terrestres, portaient sur des projets d'infrastructures, des routes, des voies ferrées. Puis les projets se sont étendus aux télécommunications. Puis à la recherche scientifique, à l'espace. Il y a même aujourd'hui une route polaire de la soie. Dans ce concept qui s'élargit sans fin, chacun peut trouver de quoi aiguiser son appétit. La Chine a fait rêver les Estoniens avec un projet d'axe Canton-Tallinn, qui ferait de l'Estonie « la porte de la Chine vers le Pôle ». Un à un, des pays qui se sentaient à l'écart des circuits internationaux se laissent séduire. Souvent sans regarder le détail des accords qu'ils signent. Ainsi la Chine peut-elle se flatter d'avoir conclu avec près d'une centaine d'États des accords de développement et de coopération labellisés « routes de la Soie ». Des accords qui, le plus souvent, ne respectent pas les engagements internationaux précédemment souscrits par ces pays en matière de crédits, d'endettement, de normes, de gouvernance. Chacun a l'impression de pouvoir demander à la Chine ce qu'il veut. Les pays les plus endettés sont ravis, la BRI ne tient pas compte des normes d'endettement international. Elle ne respecte pas malheureusement non plus les garde-fous que ces institutions s'imposent. En cas de défaillance de l'emprunteur, le prêteur chinois pourra s'approprier les infrastructures financées, ce que la Banque Mondiale interdit formellement. Quelques-uns des pays « aidés » commencent heureusement à s'apercevoir du piège dans lequel on voudrait les faire tomber.

Tous les observateurs sont frappés par l'absence de coordination des projets, du côté chinois. Y a-t-il un plan central, ou la BRI, une fois lancée, se développe-t-elle « par elle-même » ? M. Duchâtel a mentionné tout à l'heure le bureau des Communications océaniques, en charge des « routes de la soie » maritimes. D'autres administrations suivent les projets terrestres ou aériens. Mais lorsqu'à Pékin on cherche à savoir qui est le grand architecte de tout cela on n'en trouve pas, en dessous du président Xi, qui a lancé l'idée. C'est un concept qui se développe comme une mousse, très naturellement, sur les terrains où les conditions sont propices, sans planification. Tout ce que souhaitent les responsables des différents secteurs, c'est de pouvoir breveter « route de la soie » un ou plusieurs projets de leurs ministères respectifs afin d'apparaître aux yeux du président Xi comme de bons élèves. Cette absence de

planification, de coordination, amplifie l'impression de grand « fourre-tout » que donne cette vaste entreprise.

Avec qui ?

Les partenaires privilégiés étaient, au départ, le Pakistan et les républiques d'Asie centrale. Puis l'offensive chinoise s'est dirigée vers l'Europe, ou plutôt vers les pays européens, pris un par un, auxquels on a proposé de financer des projets d'infrastructures que les institutions de l'Union tardaient à valider. Les grands pays de l'Union ont assez vite perçu le danger de l'initiative de Pékin, qui jouait ouvertement de nos divisions. Au même moment les Chinois développaient d'ailleurs un processus de dialogue avec un certain nombre de pays d'Europe centrale, le « 16+1 », incluant des États-membres et des États non-membres de l'Union. La démarche chinoise a semé la confusion entre les vingt-huit. C'était peut-être son objectif.

Quoi qu'il en soit, la Chine a commencé à enfoncer un coin dans le front communautaire. Je lisais récemment un rapport des ambassadeurs de l'Union européenne à Pékin. Il apparaît que onze pays de l'Union ont signé, sans en référer à Bruxelles, un document dans lequel ils se déclarent prêts à coopérer avec la Chine dans le cadre de l'initiative « routes de la soie ». Certains, comme la Hongrie, ont même fait appel aux financements chinois pour des projets importants d'infrastructure, à des conditions inacceptables selon les normes européennes. D'autres ont signé des déclarations de principe. Parfois, leur « adhésion » est le résultat d'un artifice. Au bas d'un accord sur une simple étude de projet, figure une discrète mention : « en adhérant à ce projet, vous adhérez au concept des routes de la soie ». L'impact réel de cet « engagement » est assez difficile à cerner. Mais il faut être vigilant. Désormais, chaque semaine, les ambassadeurs de l'Union européenne recensent les documents que les États membres ont signés avec la Chine pour vérifier s'ils n'ont pas signé un document qui risque de les engager un peu trop loin. Au moins quatre pays de l'Union européenne ont signé des documents contraires aux engagements pris, en formation communautaire, dans le cadre de l'OMC.

Il est donc difficile de répondre à la question « Avec qui ? ». La Chine qui a déjà signé des accords avec plus de cent pays, aimerait certainement inclure encore plus de partenaires dans l'initiative « nouvelles routes de la soie » afin de la présenter comme une grande initiative internationale ayant au moins autant

de valeur et de poids sur la scène internationale que celles que conduit la Banque mondiale. Avec qui ? Avec le plus de monde possible.

Contre qui ?

Les États visés par ce projet sont d'abord les États-Unis et le Japon, clairement hostiles à ces nouvelles routes de la soie. Et aussi l'Australie. A plusieurs reprises, la propagande chinoise a reproché à l'Australie d'être un peu trop froide vis-à-vis de ces « routes ». Enfin, l'Union européenne. Depuis le début, l'Union européenne est perçue par les Chinois comme une organisation susceptible de contrecarrer leur projet, car l'Union a, elle aussi, une stratégie visant à développer l'espace eurasiatique. Les grands projets, européens, dont les TEN (*Trans European Networks*) visant à développer les réseaux en Europe et en particulier en Europe orientale vont à un moment donné rencontrer les projets qui viennent d'Asie et notamment les projets lancés par Pékin ou soutenus par la Chine dans le cadre de l'opération « routes de la soie ». Un conflit sera inévitable quand il faudra définir des normes communes (écartement des voies de chemin de fer, normes de sécurité, panneaux de signalisation dans les gares etc.) applicables sur cette grande route qui va de l'Europe à l'Asie.

L'Union européenne s'est dès le début sentie doublement visée par ce projet qui vise à lui dicter l'aménagement de son espace, en particulier de son espace oriental, et surtout à la « casser » à travers toutes les démarches qui ont été entreprises par Pékin auprès des États-membres orientaux. Et pourtant elle n'a pas su opposer à l'offensive chinoise un front vraiment uni et solide. La France et l'Allemagne ont compris le danger, elles résistent avec la Commission, mais la Grande-Bretagne, qui partageait leurs réticences, a changé d'avis. Après le Brexit Mme May a commencé à céder aux appels chinois, pour montrer que la Grande-Bretagne avait repris les rênes de sa diplomatie. L'Italie, l'Espagne et le Portugal ont signé quelques documents qui les entraînent sur une pente glissante. Mais les pays qui ont le plus « fauté » – et qui sont même en état de « péché mortel » – sont les trois pays baltes, la Roumanie, la Hongrie et, d'une façon générale, les pays nouvellement entrés dans l'Union européenne.

Jusqu'où ?

Une confrontation sur le projet « routes de la soie » semble inévitable entre la Chine et les grands Européens, et en particulier la France. Selon Alice Ekman,

pour l'instant la France « ne s'est pas mouillée ». C'est vrai. Mais les mots qu'a utilisés notre président lors de son voyage à Pékin en janvier me semblent déjà aller trop loin. C'est déjà lui donner une valeur, une crédibilité. Cette « initiative », qui met en œuvre la volonté de la Chine de remettre en cause les contraintes qu'elle a acceptées en entrant dans l'ordre international où nous avons été heureux de l'accueillir, doit à mon avis être mis sur le côté.

Il y aurait une certaine rationalité à ce que l'Europe, la France, avant de regarder ce que contient cette « initiative », demandent à la Chine de respecter d'abord ses obligations internationales.

Sur les autres points, lors de son voyage en Chine en janvier, le président de la République a parfaitement tenu le langage adéquat : il a rappelé que, dans un certain nombre de domaines, la Chine n'avait pas fait les réformes que nous attendions depuis 2001, en particulier dans le domaine des services, que sa politique d'investissements extérieurs demanderait au moins une certaine réciprocité en ce qui concerne nos investissements en Chine et qu'un certain nombre d'autres obligations qu'elle a souscrites dans l'ordre international mériteraient d'être examinées, avec le souci de rétablir un échange commercial normal, en corrigeant l'énorme, anormal et insupportable excédent qu'elle enregistre à notre détriment. Cette tâche appelle de sa part des efforts immédiats, avant que nous acceptions de nous engager avec elle dans une aventure aux contours bien incertains.

Je termine donc sur une note de grand méfiance, Monsieur le ministre, s'agissant de ces mirifiques « routes de la soie ». Je n'ignore pas que la Chine s'est gagnée de nombreux avocats dans le monde politique français, que les sommes qui sont sur la table donnent le tournis à un certain nombre de personnes qui dans Paris font valoir à juste titre que ces projets, s'ils se réalisaient, seraient capables de générer une croissance vertigineuse dans tous les pays traversés. Le problème est de savoir si ces projets vont se réaliser et surtout si on peut, avant que des projets ne soient lancés, regarder les sujets que nous avons sur la table dans notre dialogue avec la Chine.

Je vous remercie.

Merci, Monsieur l'ambassadeur, pour cet exposé très brillant et franc qui va à l'encontre du « n'importe quoi » qui nourrit trop souvent les déclarations des hommes politiques. Vous avez clairement exprimé votre sentiment.

Moi-même, je reste interdit. Eu égard au respect que je vous porte, j'ose à peine poser les quelques questions qui me viennent à l'esprit...

Sans contester qu'il y ait des comptes à demander aux Chinois quant à la manière dont ils s'acquittent des obligations auxquelles ils ont en principe souscrit en 2001 en ce qui concerne l'investissement, la propriété intellectuelle, les services etc., je dirai que nous sommes dans un monde qui s'achemine vers une nouvelle bipolarité. Faut-il s'en désoler ? La puissance (on disait l'hyperpuissance) américaine, avec l'extraterritorialité de son droit et la manière brutale dont se comporte son président, est quand même un peu inquiétante. Ce qui se fait vis-à-vis de l'Iran remet en cause les efforts de désarmement nucléaire, avec quelles conséquences pour la Corée et pour combien d'autres... Que vaut la parole de l'Amérique ? Dans quel monde sommes-nous ? Comme *La génisse la chèvre et la brebis* de la fable, nous, États européens, devons renoncer à notre part au profit de notre « associé » ... parce qu'il s'appelle Lion ! (« *Ego primam tollo, nominor quia leo* »)¹⁸ Nous sommes dans ce monde-là. Alors qu'il y ait deux lions plutôt qu'un... je ne dis pas que c'est rassurant mais ce n'est pas forcément inintéressant. Les Chinois constituent environ un sixième de la population mondiale. À mon avis, la question du *leadership*, posée lors de la table ronde présidée par Marie-Françoise Bechtel, ne se pose pas vraiment. En effet Xi Jinping, dans ses discours, parle du plein épanouissement de la nation chinoise comme de celui d'une nation qui retrouve enfin sa respiration naturelle. C'est, d'autre part, la logique de développement d'un pays comme la

¹⁸ « *Elle doit être à moi, dit-il ; et la raison,
C'est que je m'appelle Lion :
A cela l'on n'a rien à dire.* »

La Génisse la Chèvre et la Brebis en société avec le Lion. Jean de La Fontaine (Livre I - Fable 6) inspirée de *Vacca et Capella, Ovis et Leo* (Phèdre Livre 1 fable 5).

Chine : 1 400 millions d'habitants, un PIB PPA de 14 000 milliards de dollars (contre 17 000 pour les États-Unis). Il est vrai que les États-Unis ne comptent que 300 millions d'habitants, quatre ou cinq fois moins que la Chine. Mais, avec une croissance de 6,5 % par an, la tendance est au rattrapage, avec toutes les conséquences prévisibles en termes budgétaires, en termes de capacités financières, militaires... La nouvelle route de la soie est la stratégie normale d'expansion d'un pays qui a besoin de matières premières, agricoles et minérales, et d'hydrocarbures. S'ils vendent des centrales à charbon, les Chinois, très gênés par la pollution, ont plutôt tendance à développer les énergies renouvelables sur leur territoire. L'énergie solaire, désormais plus compétitive, peut représenter une formule très intéressante pour les pays du Sud qui voudront acquérir une capacité énergétique.

Cette stratégie de la Chine vers son voisinage et, au-delà, vers le monde entier (Europe, Afrique, Amérique latine...) ne devrait-elle pas être la nôtre vis-à-vis de l'Afrique par exemple ? Le grand projet de développement de l'Afrique est encore hors de portée. Ne devrions-nous pas concevoir un projet qui aille à la rencontre du projet chinois, voire qui s'y heurte, un projet de développement extraverti qui nous mette à l'heure du monde de demain ? La Chine tend la main à tous ces pays qui aspirent naturellement à se développer, avec des arrière-pensées, sans aucun doute, mais nous-mêmes ne sommes-nous pas fautifs de ne pas en faire autant ? Ne pouvons-nous imaginer une coopération avec la Chine ? le marché qu'elle constitue nous intéresse : nous leur vendons quelques centrales nucléaires, beaucoup de foulards... un peu de charcuterie je crois, depuis que Mme Aubry s'en est occupée¹⁹.

Oserai-je quelques questions ?

L'Europe ne pourrait-elle pas contrôler l'accès à son marché de façon à constituer ce vis-à-vis qui manque ? Un G3 serait possible si l'Europe avait une volonté politique. Elle ne l'a pas. Comment la lui donner ?

S'agissant de la France, j'ai entendu M. Duchâtel nous parler du choix que nous aurions entre une stratégie indopacifique et la Chine. J'ai beaucoup de révérence pour le ministère de la Défense, pour toutes les raisons que vous imaginez, mais je ne crois pas du tout qu'avec Mayotte, la Réunion, la Polynésie et peut-être encore la Nouvelle-Calédonie nous puissions constituer un axe

¹⁹ En 2013, Martine Aubry avait travaillé à faire avancer le projet d'accord visant à permettre l'importation de la charcuterie française en Chine.

indopacifique. Quant à faire une alliance, je me méfie beaucoup des alliances « bétonnées » qui, comme le passé l'a souvent montré, conduisent à la guerre. L'Europe n'a-t-elle pas suffisamment souffert des deux guerres mondiales pour ne pas se laisser « ficeler » par la perspective de chocs futurs qui viendraient de l'Asie de l'Est ? Ne devons-nous pas avoir une stratégie amicale, coopérative, avec tout le monde ? C'est la raison pour laquelle je disais que, si cette initiative ne veut rien dire, rien ne nous retient d'approuver la stratégie des routes de la soie. Certes nous nous appuyons sur tout un appareil de normes. Mais quand bien même dirions-nous que nous en sommes pas contre le principe des routes de la soie, cela ne vaudrait pas acceptation des normes en matière de propriété intellectuelle, d'investissements etc. Si nous devons être extrêmement précis dans les engagements que nous prenons, une certaine volonté de coopération ne me paraît pas forcément une mauvaise chose vis-à-vis d'une Chine qui n'est pas encore à son zénith mais qui risque de l'atteindre bien vite. Une telle attitude de coopération demande évidemment beaucoup de vigilance. Je ne prêche pas pour la naïveté, qu'on m'entende bien, je prêche pour l'équilibre, pour l'indépendance, pour les intérêts bien compris de la France, et naturellement aussi de l'Europe, dès lors que nous ne passons pas sous les roues du char.

N'y a pas un parti positif à tirer de la bipolarité que nous voyons s'esquisser ? Je sais bien que le *soft power* est américain et que tout nous incite à pencher du même côté que les États-Unis que nous suivons quasi aveuglément. Il y eut un temps où nous étions capables de mettre en cause leurs positions. Il ne s'agit pas de les contrer systématiquement mais de le faire à bon escient. J'apprécie le peuple américain, un peuple individualiste qui nous ressemble beaucoup et montre beaucoup de qualités. Mais il y a un équilibre à trouver. Or j'observe actuellement que, dans le commerce international, nos banques, vis-à-vis de la Russie, de l'Iran et sur maints sujets, semblent tétanisées. Nous avons été « colonisés » par la globalisation. Nous sommes tellement engagés dans la globalisation que nous sommes aujourd'hui pieds et poings liés à travers nos banques, jadis nationalisées puis privatisées, qui n'ont plus d'yeux que pour l'enjeu financier que représente le marché américain, au regard duquel le marché iranien, le marché russe ou tel autre marché ne représentent pas grand-chose. Ils représentent pourtant des milliards et notre déficit extérieur devrait nous inciter à y regarder d'un peu plus près !

Ma réflexion ne porte donc pas sur un sujet que je connais infiniment moins bien que vous, cher Monsieur l'ambassadeur, et que tous les éminents experts

qui se sont exprimés mais plutôt sur l'état du monde. La France et l'Europe ne doivent-elles pas tirer parti de cette bipolarité naissante pour essayer d'affirmer mieux leurs intérêts ? Cela supposerait qu'il y ait une volonté politique...

S'agissant de l'orientation de la mondialisation, si on pouvait aller vers des énergies propres ce serait effectivement quelque chose d'intéressant.

On n'a pas beaucoup parlé de la réforme du système monétaire international. Les privilèges du dollar sont vraiment abusifs. Il serait temps que d'autres monnaies mondiales puissent s'émanciper. Pour des raisons compliquées qu'on nous a expliquées, comme la chambre de compensation, l'euro n'est pas majeur, il tient la main du grand frère dollar et ne permet pas de financer des grandes opérations d'investissements comme celle que nous projetons en Russie dans la presqu'île de Yamal. Nous sommes obligés de passer par les Chinois qui prêtent à Novatek et à Total l'argent nécessaire pour réaliser ces grandes usines au Nord du cercle polaire. Nous ne l'aurions pas admis il y a encore quinze ou vingt ans. Ministre de l'Industrie au moment de l'affaire du gazoduc d'Urengöi (de la Sibérie vers l'Europe) dont Ronald Reagan voulait empêcher la construction, j'avais réquisitionné en 1982 l'usine de Dresser-France, au Havre, qui fabriquait les compresseurs nécessaires au fonctionnement du gazoduc. Et le gazoduc a été construit. Il paraît que ce n'est plus possible aujourd'hui parce que « la globalisation a fait de grands pas ». Mais ces « grands pas » ne sont-ils pas très inquiétants et ne devons-nous pas chercher le moyen d'échapper à cette tenaille, à ce qu'on a appelé le G2 qui faisait justement l'objet de la première table ronde ?

Ces questions sont tout à fait indécentes, je le reconnais bien volontiers. J'ose à peine les formuler étant donnée l'autorité qui s'attache à l'expérience et à l'intelligence de Claude Martin mais je les pose quand même, parce qu'elles complètent politiquement les vues qui viennent d'être si brillamment exposées.

CLAUDE MARTIN

Comme vous, Monsieur le ministre, je souhaite que l'Europe soit une puissance indépendante, ni américaine ni chinoise, dans le jeu mondial. Cela pourrait sans doute contribuer à la détente internationale, dans l'intérêt même des États-Unis et de la Chine. Mais l'Europe à vingt-sept est très faible, elle se

brise aujourd'hui sur le moindre défi car elle n'a plus la cohésion qui unissait une Europe à six, à neuf et même à douze. Aujourd'hui on a au moins deux Europe, sinon trois, et tout petit pays européen peut monnayer son soutien à une puissance tierce dans la clandestinité, contre la volonté supposée générale à l'intérieur de l'Union européenne. Si l'Europe peut marquer son indépendance aussi bien vis-à-vis des États-Unis que de la Chine, c'est certainement en se rétrécissant un peu. Je ne sais pas très bien comment mais je pense que là est la solution.

Revenant sur ce qui s'est dit dans la première table ronde, je dirai qu'on peut faire un parallèle entre M. Trump et M. Xi Jinping, sans oublier bien sûr que d'un côté nous avons affaire à une démocratie et de l'autre côté à un régime autoritaire. Chacun de ces deux dirigeants casse le multilatéralisme, l'un en le récusant brutalement, l'autre en prétendant améliorer un peu les choses mais en le remettant en cause tout aussi radicalement.

L'intérêt de l'Europe est certainement d'être présente dans le jeu mondial. Le monde qui est en train de se mettre en place, ce soi-disant G2, est très dangereux. Les tensions entre ces deux partenaires ont toutes chances de s'aggraver, peut-être jusqu'au point de rupture.

L'opinion américaine est très antichinoise depuis longtemps. Mais, jusqu'ici, l'*establishment* américain restait plutôt favorable à la Chine. Et en particulier le Département d'État. Cette admiration vis-à-vis de la Chine, qui remonte aux années trente, à l'époque de Tchang Kaï-chek, résistait à tout. Or les choses ont récemment changé. On a aujourd'hui aussi bien à la Maison Blanche qu'au *State Department* une génération de responsables qui considèrent que la Chine est la principale menace pesant sur la paix mondiale. Du haut en bas, l'Amérique est maintenant dressée contre la Chine.

Du côté chinois, le tableau était inversé. Le pouvoir était, depuis longtemps (après la disparition de Deng), très hostile aux États-Unis, mais l'opinion continuait à idolâtrer l'Amérique. Depuis la présidence Obama, et plus encore depuis Trump, elle a glissé. Elle est devenue beaucoup plus nationaliste, méprisante ou critique à l'égard de l'Amérique. Le président Xi entretient cette sensibilité. La Chine est donc aujourd'hui, elle aussi, dans une quête d'affrontement avec les États-Unis.

Face à la confrontation qui s'annonce, quel peut être le rôle de l'Europe ? Il est évident qu'une Union qui serait réellement indépendante et en mesure de se

faire écouter et respecter des deux interlocuteurs aurait une belle carte à jouer. Mais, encore une fois, elle ne pourrait jouer un rôle que si elle était elle-même forte et solidaire, ce qui suppose un sérieux remodelage de sa géométrie.

ALICE EKMAN

Je suis tout à fait d'accord avec ce que dit Monsieur l'ambassadeur. Je dirai même que nous sommes déjà dans une période de confrontation entre deux systèmes politiques. C'est matérialisable à l'échelle européenne. La Chine est perçue comme une alternative en termes de modèle de développement mais aussi en termes de système politique. En effet, certains pays (Hongrie, Grèce), mécontents du fonctionnement de l'Union européenne et de certaines décisions prises à Bruxelles, considèrent que la Chine est une alternative intéressante, ce qui alimente le débat européen existant opposant les démocraties libérales aux démocraties dites « illibérales » et le système politique et économique chinois est perçu par certains acteurs politiques européens comme une source d'inspiration. La Chine elle-même se promeut de plus en plus comme un exemple à suivre, à travers les discours des représentants chinois, en Afrique par exemple, mais aussi à travers les programmes de formation à destination des diplomates et des fonctionnaires étrangers, programme n'hésitant plus à présenter la Chine comme un modèle. Le fonctionnement politique de la Chine apparaît de plus en plus efficace et on entend même certains anciens hauts responsables français admirer les capacités de planification de la Chine. Cette admiration est parfois basée sur une méconnaissance de la Chine, et en particulier de son système politique, extrêmement différent du nôtre. Nous sommes pleinement entrés dans une période de compétition entre systèmes politiques. Comment prendre part à cette compétition, qui est particulièrement rude, en tant que Français et Européens ? La question est sur la table. La Chine considère que des « forces occidentales hostiles » ont trop souvent essayé de démocratiser la Chine et qu'il est temps aujourd'hui non seulement de résister à ces forces occidentales mais de contre-attaquer en promouvant à l'étranger un système politique alternatif, dont la Chine serait source d'inspiration. La confrontation entre systèmes politiques est réelle mais est entourée d'une certaine confusion du fait l'adoucissement du discours officiel chinois à l'international, qui n'hésite plus à utiliser le vocabulaire traditionnellement utilisé par les démocraties libérales

(État de droit, libre-échange, mondialisation etc.). L'État de droit était même le thème du quatrième plénum (octobre 2014). Ce que j'avais appelé dans un article²⁰ le « *definition gap* », l'écart de définition, est un outil de communication qu'il est important d'identifier. Des malentendus s'installent lors des rencontres bilatérales et multilatérales. Il y a aujourd'hui un besoin réel de clarification sur la question des routes de la soie mais aussi sur les grands thèmes qui régissent la gouvernance mondiale, par exemple la gouvernance de l'Internet. Que veut-on dire par Internet ? S'agit-il d'un Internet que l'on peut éteindre dans une province ou dans un pays ? Quel est le rôle de l'État dans la supervision d'Internet ? La Chine n'a pas la même vision de la supervision d'Internet que la France. Il en est de même pour l'art et la culture. On peut signer une déclaration conjointe de renforcement de la coopération culturelle dans le cadre des routes de la soie. Mais Xi Jinping, lors de son discours d'ouverture du XIX^{ème} Congrès, a rappelé que le rôle des artistes et des intellectuels était de chanter les louanges du Parti. C'est sa vision de l'art et de la culture. Il faut prendre acte de ces différences de définitions et de perceptions et bien considérer que dans la promotion du modèle économique et politique alternatif chinois, on entre aussi dans une guerre de définitions, de concepts, d'idéologies. Il est nécessaire de prendre acte de cette compétition entre systèmes politiques et d'en clarifier les termes. Libre ensuite à chaque pays d'entrer dans cette compétition ou de rester spectateur. Mais soyons conscients que nous sommes dans une période de compétition particulièrement forte et qui se prolongera probablement dans les prochaines années.

JEAN-FRANÇOIS HUCHET

Le développement chinois nous interroge depuis bien longtemps. La Chine a commencé à nous poser question sur les droits de l'homme depuis un certain temps (M. l'ambassadeur Claude Martin y a été confronté en 1989). Depuis 2001 elle nous pose des questions sur le plan économique. À mesure que sa puissance augmente, ces questions deviennent de plus en plus difficiles à résoudre et la Chine a compris depuis bien longtemps quelles sont les faiblesses de l'Europe. Il

²⁰ « *China and the "Definition Gap": Shaping Global Governance in Words* », *Special Forum, Asan Forum*, 4 novembre 2017.

y a longtemps qu'elle joue la France contre l'Allemagne ou l'Angleterre contre la France. Depuis peu, elle influence les pays des flancs Sud et Nord-Est dont nous n'avons pas pu ou voulu abonder les nécessités de financement.

L'Europe a-t-elle véritablement les moyens de répondre aux questions que nous pose la Chine ? C'est la question que nous avons tous posée de manière directe ou indirecte. Nous avons par exemple renoncé depuis bien longtemps à avoir une vraie politique industrielle alors que la Chine l'a développée et la poursuit aujourd'hui sur le plan technologique avec notamment « *Made in China 2025* ». Pour tenter de protéger notre industrie de l'acier, nous avons imposé 23 % de taxes alors que les États-Unis en ont imposé 250 %. Nous ne disposons plus de moyens de protection défensifs ni offensifs de notre politique industrielle. On vient de parler des investissements des nouvelles routes de la soie. Pourquoi l'Europe, comme le fait la Chine, ne consacrerait-elle pas plus d'argent à ses infrastructures ? Il apparaît que l'Europe n'a pas véritablement les moyens de se positionner par rapport à ce grand projet de projection économique extérieure de la Chine. Ayant eu le plaisir d'être parmi les quelques personnes que le président Macron avait consultées avant son voyage en Chine, je peux dire qu'il avait tout à fait conscience que cette réponse ne pouvait pas être uniquement française mais articulée, comme l'a dit l'ambassadeur Martin, autour de quelques pays, et notamment l'Allemagne, pour pouvoir apporter des réponses aux questions que la Chine nous pose jour après jour et qui deviennent de plus en plus pressantes.

MATHIEU DUCHATEL

À propos de la défense de l'Europe, des choses importantes sont en train de se passer. En décembre dernier, l'Union européenne a adopté de nouvelles règles contre le *dumping* et les subventions étatiques qui déséquilibrent la relation bilatérale commerciale avec la Chine et, au moment où nous parlons, le Parlement de l'Union européenne vient d'adopter une version dure de la proposition de la Commission qui crée tout un mécanisme pour interrompre les procédures d'investissements étrangers qui ciblent des secteurs jugés stratégiques par l'Union européenne. C'est là la véritable réponse à l'affaire hongroise dont il était question dans la première table ronde. C'est aussi la réponse à la question de la compétitivité technologique et des acquisitions par

des pays étrangers, surtout la Chine, de technologies jugées stratégiques par l'Union européenne. Cela met en lumière certaines divisions idéologiques et politiques au sein de l'Union européenne mais je crois savoir que le Conseil de l'Union européenne devrait pouvoir voter cette proposition à la majorité qualifiée, même si certains pays, surtout en Europe du Nord et un peu en Europe du Sud, sont un peu moins convaincus par l'idée d'avoir un mécanisme de filtrage des investissements étrangers. Quand on en parle à des interlocuteurs chinois, qui pourraient juger ce dispositif particulièrement hostile, on constate qu'en fait ils le comprennent bien car ils ont eux-mêmes des mécanismes très forts pour choisir les investissements étrangers dans leur pays. Surtout il faut voir que, dans l'ensemble, l'Europe reste très ouverte par rapport aux États-Unis et au Japon qui renforcent eux-mêmes leurs mécanismes de filtrage des investissements.

La France doit trouver sa place par rapport à la rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine. La présence française dans la région indopacifique n'est pas nulle mais elle reste limitée. La France développe depuis quelques années, des relations de défense avec l'Australie, l'Inde et le Japon. Avec l'Australie et l'Inde, il s'agit de grands contrats sur les sous-marins et les Rafale. Avec le Japon, nous avons des échanges de plus en plus étroits en matière d'industrie d'armement et de contrôle des exportations. Nous ne sommes donc pas dans une neutralité, nous sommes vraiment en train de choisir un camp sans aller jusqu'au bout. Malgré tout nous sommes encore dans une logique de « en même temps » : nous ne sommes pas en opposition frontale, nous nous situons au milieu, plutôt vers le camp Inde-Japon-Australie, sans être tout à fait dans ce camp, en gardant ces options ouvertes. Dans ma conclusion ouverte je me demandais si cette position était tenable sur le long terme.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Duchâtel.

Il apparaît qu'il y a des grilles de lecture différentes. Je ne dis pas qu'elles sont contradictoires parce qu'il faudrait cerner davantage les choses mais il y a de toute évidence une vision que je dirai plutôt occidentaliste – certains diront le

« monde libre » – et une vision qui regarde la pluralité du monde, la pluralité des BRICS, qui eux-mêmes ne sont pas réductibles au même modèle, et, en même temps, la réelle pluralité des pays développés. D'ailleurs, on observe qu'à l'ONU les votes sont aujourd'hui assez équilibrés. Mais je ne veux pas développer ce point qui concerne plutôt des sensibilités. Il faudrait analyser de manière plus approfondie les vastes questions dont il a été fait mention dans ces deux tables rondes tout à fait passionnantes.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

J'ai trouvé qu'un fil parcourait l'ensemble des exposés, incluant la synthèse de l'ambassadeur Martin : l'idée que la Chine se découvre ou se redécouvre comme puissance, qu'elle cherche à exercer un *leadership*, qu'elle le fait par des moyens que nous pourrions ne pas considérer comme légitimes et que les formes de coopération demandées par la Chine, regardées plutôt comme rhétoriques par la plupart des intervenants, ne devraient pas recevoir de notre part une réponse positive. Voilà comment j'ai compris la logique d'ensemble.

Sur la notion de puissance, dans l'exposé par ailleurs très enlevé et très agréable à entendre d'Alice Ekman, j'ai été frappée par la confusion entre *leadership* et puissance. Elle veut le *leadership*, elle veut être une puissance, avez-vous dit. Ce n'est pas du tout la même chose. Que la Chine veuille redevenir une puissance ne signifie pas qu'elle entend exercer un *leadership*. Nous avons essayé de faire un peu justice de cette idée au cours de la première table ronde, donc je n'y reviens pas.

Sur l'agressivité des positions chinoises, je mets en garde Mme Ekman et M. Duchâtel contre le fait de prendre très au sérieux les discours qui se tiennent dans un congrès de parti politique. C'est vrai aussi dans nos démocraties mais c'est *a fortiori* vrai dans un pays comme la Chine où tout est organisé très verticalement et où le discours tenu est censé charmer les salles et montrer que le chef de l'État à adouber pour la vie veut naturellement mener la Chine sur la voie de la puissance et, pourquoi pas, de la superpuissance. Si je puis me permettre, je pense qu'il faut faire la part de la rhétorique politique et ne pas prendre ces discours au premier degré.

À l'inverse, pourriez-vous me répondre, il ne faut pas non plus prendre au premier degré les discours conciliants de la Chine qui tente d'amadouer un

certain nombre de responsables politiques européens pour les convaincre d'entrer dans ce projet, fût-il nébuleux, des routes de la soie, projet qui comporte d'ailleurs une contradiction : présenté comme vaste, nébuleux, pluriel, varié, il inclut des projets durs, notamment les projets d'infrastructures. C'est d'ailleurs ce que j'avais cru comprendre lorsque ce projet m'avait été présenté il y a deux ans. Je pense qu'il y a des projets durs, notamment en matière d'infrastructures.

Je ne vais pas dire plus mal ce qu'a très bien dit Jean-Pierre Chevènement, mais enfin, *Up to you* ! Il appartient à l'Europe de relever le défi plutôt que de se plaindre du fait que les Chinois ont fait signer des petits pays dont on ne peut rien attendre de toute façon pour une Europe un peu redressée digne de ce nom et indépendante. L'Union européenne n'est pas en capacité d'agir, elle ne s'en est jamais donné les moyens ni politiques, ni juridiques, ni économiques. Mais peut-être deux ou trois grands États européens qui figurent parmi les premiers PIB mondiaux (on pense à la France, à l'Allemagne, peut-être à un autre pays...) pourraient-ils être en situation de discuter avec la Chine et de mettre sur la table, par exemple, la question des normes... J'ai découvert le sujet, vous avez certainement raison, mais j'aimerais bien savoir quand même jusqu'à quel point on a raison de penser qu'on veut nous imposer un flux de normes. Sommes-nous nous-mêmes capables de mettre des investissements sur la table ? Ce n'est pas avec le plan Junker que nous allons faire des choses mirifiques dans ce domaine. L'Europe reste donc un ventre mou qui laisse les projets chinois se développer dans ce grand fuseau que constitue l'ensemble des transports possibles au sein de l'Europe continentale. Tout cela est-il bien raisonnable ?

J'ai cru entendre les Chinois demander à avoir des coopérations, par exemple sur un projet de liaison Dakar-Djibouti. Quand on pense à la sécurité qui règne dans cette zone on comprend tout de suite que ce n'est pas pour demain. Mais enfin ils étaient intéressés par une coopération avec la France, et aussi par une coopération aussi sur des transports entre Djibouti et Le Havre. Quelle est notre réponse ? On me dit que certains élus marquent un intérêt... Tout ça devrait être mis sur la table et se transformer en projets positifs et non en dénigrement systématique. La Chine est certes un grand pays non démocratique. Ce n'est pas le seul. Nous avons des relations étroites avec des pays moins démocratiques encore dans leur fonctionnement et apparemment cela pose moins de problèmes. Si nous partons de l'idée que nous devons d'abord mettre la Chine aux normes démocratiques avant de faire des projets avec elle, d'accepter que

ces projets puissent se réaliser et que l'ordre international puisse être un peu différent, nous n'y arriverons jamais parce que cela n'a jamais été fait dans l'histoire.

Pourquoi aujourd'hui nos démocraties exemplairement morales décideraient-elles de n'agir que dans le camp dit du « monde libre », quelles que soient les erreurs et même les crimes historiques qu'il a pu commettre ? Ne pouvons-nous pas aller vers un ordre international un peu plus réfléchi, un peu différent, qui pourrait être à l'écoute des puissances montantes ? Peut-être ai-je tort de me poser cette question mais je pense que les routes de la soie sont une bonne occasion de s'interroger d'une part sur la vacuité de l'Europe (je parle ici des États européens, non de l'Union européenne dont il n'est même pas la peine de rêver pour l'instant), d'autre part sur l'idée non vérifiée, non interrogée philosophiquement, historiquement, éthiquement, selon laquelle il faudrait toujours se référer au seul ordre imposé depuis 1945 par les États occidentaux triomphants. Pour ma part, je ne me reconnais pas dans une vision aussi mécanique des choses.

Alice Ekman

À propos des congrès politiques, je peux vous dire qu'en Chine les rassemblements politiques ne sont pas de la même nature que ceux qui se tiennent en France. On ne se rend pas toujours compte à quel point le système politique chinois est différent de celui de la France. Je ne vous sers pas un discours « droits de l'homme » sur l'autoritarisme mais un discours d'analyste. Factuellement, ça fonctionne très différemment. Quand Xi Jinping fait un discours à l'occasion du XIX^{ème} Congrès du Parti Communiste Chinois, c'est un discours-fleuve, sans débat ni amendement, qui a lieu une fois tous les cinq ans, et qui donne le la des grandes orientations à venir. Toutes les institutions du pays devront s'y conformer. En tant qu'analyste, il est de notre responsabilité de prendre en compte ces discours, de les analyser à la loupe, de les comparer, de les mettre en contexte. Il est notamment très éclairant de comparer la période Hu Jintao (2003-2013) et la période Xi Jinping. Sous Hu Jintao, nous n'observions pas une volonté aussi ferme et aussi affichée de la Chine de promouvoir certaines normes. Il y a eu sous Xi Jinping une évolution et un changement clairs, affichés à maintes reprises dans des communications

officielles considérées comme centrales par le PCC et qui ont mobilisé énormément de camarades pour la rédaction de ces documents. Quand ces informations sont annoncées, cela a valeur de planification et cela doit être pris comme des documents importants à analyser.

Quant à votre première question : *leadership*, puissance... je veux bien jouer sur les mots mais encore une fois les faits ont une importance. La puissance diplomatique est le résultat de l'émergence économique d'un pays. Les BRICS sont plus puissants sur la scène internationale qu'ils ne l'étaient quand ils étaient plus pauvres, cela relève du bon sens. En Chine, et à la différence de ce qui se passe dans les autres BRICS, cette volonté de puissance est accompagnée, encouragée par une détermination politique particulièrement forte. Le PCC considère que la Chine a été victime de « cent ans d'humiliation » par les puissances occidentales (faisant référence aux guerres de l'opium) et que le temps est venu du « grand renouveau de la nation chinoise ». Pour cela, Xi Jinping promet ce qu'il appelle une « diplomatie de grande puissance. » Un certain ressentiment se matérialise donc dans des actions qui pourraient être interprétées comme des « revanches », mais je ne veux pas utiliser ce terme pour rester dans l'analyse et être le plus factuel possible. Il y a aussi d'autres faits à prendre en compte : la Chine s'est intégrée dans les institutions internationales, en a créé de nouvelles, en a revigoré certaines autres. Par ces trois biais elle essaye d'être plus active pour restructurer la gouvernance mondiale selon ses intérêts et ses priorités. Je ne parle pas de *leadership* seulement parce que Xi Jinping en parle, mais parce qu'il existe cette détermination politique forte d'accompagner la montée en puissance de la Chine et de se positionner comme numéro un dans un certain nombre de domaines, ce qui apparaît dans le document « *Made in China 2025* », dans les plans quinquennaux, parmi d'autres documents de planification. C'est en échangeant avec des *think tanks* et des diplomates chinois qu'on se rend compte que ce ressentiment anti-occidental et cette détermination politique de dépasser le *leadership* américain est extrêmement forte. On peut ensuite penser que concrètement ils ne vont pas y arriver mais l'ambition politique est réelle. Il faut en prendre acte.

ALAIN DEJAMMET

Je souscris entièrement à ce qu'a dit Claude Martin.

Je crois quand même que quand les Chinois prennent des positions très catégoriques et parlent de remettre en cause l'ordre international (ils le font très habituellement parce qu'ils jouent le jeu), s'ils y pensent, généralement ils ne remuent pas la barque des Nations unies. Je doute fort qu'il puisse y avoir un jour réforme du Conseil de sécurité parce qu'ils y sont systématiquement opposés en raison des prétentions de l'Inde et du Japon. On sait donc très bien qu'il y aura là des *non possumus* mais ils sont habiles.

Je crois assez au parallèle entre Xi Jinping et Trump. Regardées de très près, les contorsions de Trump où d'aucuns voient de la folie noire, révèlent pas mal d'habileté et des points communs avec Maître Kong (Confucius).

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

C'est tout à fait vrai. Nous avons montré dans d'autres colloques qu'il y avait une logique derrière le comportement de Donald Trump, à travers l'analyse des flux commerciaux et la volonté de rétablir, si c'était possible, des équilibres à mon avis très profondément et durablement détériorés. Chacun peut juger la méthode Trump. Est-elle très habile ? Nous verrons. À force d'aligner les « *deals* », je crains qu'on n'aboutisse à un certain chaos. Certains ont parlé de la « stratégie du chaos », je crois que nous n'en sommes pas très loin.

ALAIN DEJAMMET

Je crois volontiers que nous assistons à une remise en cause de l'ordre international.

D'autre part, la puissance dérive très souvent vers le *leadership*. Quand on est puissant, on a tendance à vouloir exercer une certaine guidance des autres, mais les Chinois le font très calmement, tranquillement. Ils n'affirment pas qu'il faut modifier la Charte, ils accompagnent. Lentement, d'une époque où ils n'intervenaient en rien ils ont glissé vers une période de forte activité où ils introduisent des initiatives. Claude Martin a eu parfaitement raison de mentionner les votes à l'Assemblée générale mais je crois quand même à la volonté de modifier les choses simplement avec habileté, avec doigté, et sur la longue durée.

J'écoute toujours avec le plus grand intérêt ce que dit Marie-Françoise Bechtel et je comprends cette volonté de nous secouer un peu... mais sur le fond je suis assez d'accord avec l'analyse qui a été faite à cette table aujourd'hui...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

... avec l'analyse faite par l'ambassadeur Martin qui est quand même très proche de la réalité et très lucide. Mais, en même temps il y a une autre manière de lire les choses dans la durée et la politique consiste à tenir compte des deux aspects, me semble-t-il.

Mais nous ne sommes pas en désaccord.

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

Je reviendrai sur la bipolarité dont Monsieur le ministre semblait dire que ce n'était pas forcément une mauvaise chose. Mais la bipolarité est aussi une pathologie qui se soigne. Une personne bipolaire n'est pas forcément quelqu'un qui se porte bien. Il faut donc quand même trouver une solution.

J'ai trouvé les exposés de Mathieu Duchâtel et Alice Ekman absolument remarquables... jusqu'au moment où, choisissant entre deux maux, c'est-à-dire la dérive américaine et la menace chinoise autoritariste, ils semblent miser sur une évolution positive mais ultérieure du système américain. Assurément, le « mal américain » peut se soigner, car c'est une démocratie pratiquant l'alternance et Trump ne sera pas toujours au pouvoir. On peut accepter ce choix jusqu'au moment où on se rend compte que, par exemple, les sanctions contre l'Europe à propos de l'Iran remontent à une époque bien antérieure à Trump. En désignant de façon très forte comme vous le faites – et je suis sur le fond en accord avec vous – les dangers de la fascination chinoise, ne désigne-t-on pas la Chine comme ennemi principal alors que nous avons sans doute d'autres « ennemis principaux » (j'ai beaucoup apprécié ce qui a été dit sur la montée des autres dangers qui menacent aussi la Chine) ? Cette polarisation sur le risque chinois ne doit-elle pas être mitigée par le risque du souverainisme américain qui ne remonte pas à Trump ? Il ne s'agit pas ici d'argumenter en faveur d'une « option chinoise » de la diplomatie européenne, mais de mitiger

aussi, non pas la nature autoritaire du régime chinois actuel, mais la vision pessimiste conduisant à dire qu'aucune évolution positive n'est plus possible en Chine, où les cycles se sont toujours succédé.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Di Meglio. Vous avez tout à fait raison.

J'ajouterai que l'humiliation n'est pas seulement alléguée par la Chine. Tous les peuples anciennement colonisés ont été et sont humiliés. L'histoire est faite en grande partie par le ressentiment. Il faut arriver à le dominer et à canaliser ces ressentiments qui s'expriment. Comment, par exemple, parler du djihadisme, de l'islamisme, sans voir en arrière-plan ce qu'ont été les rapports de l'Orient et de l'Occident depuis deux siècles et demi, voire depuis quinze siècles? Il faut intégrer tout cela et gérer ces attitudes conflictuelles potentiellement très dangereuses. Il n'y a pas que la Chine mais la Chine est certainement concernée par cette observation.

DANS LA SALLE

Monsieur l'ambassadeur a comparé le système de développement de la route de la soie à celui d'une mousse. Mais c'est infiniment joli une mousse! Le système de développement d'une mousse, dans la forêt, fonctionne par fractales (à la différence du modèle occidental unipolaire, voire monomaniaque). On ne peut pas penser la totalité comme on pense une partie.

La question sous-jacente que j'amène revient à se demander si nous avons besoin d'un nouvel ordre mondial. Le principe babélien n'a jamais fonctionné. Les hommes ont toujours construit des murs et les murs finissent toujours par s'effondrer, disait Kipling.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je remercie les intervenants qui ont été remarquables et brillants.

PUBLICATIONS RECENTES

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE
Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ?
APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE
Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES
Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD
Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?
Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?
Colloque du lundi 28 avril 2014

ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?
Colloque du lundi 2 juin 2014

LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?
Colloque du lundi 23 juin 2014

LA RUSSIE EN EUROPE
Colloque du mardi 23 septembre 2014

RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE
Colloque du lundi 28 octobre 2014

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE
Colloque du lundi 8 décembre 2014

QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Colloque du lundi 15 décembre 2014

L'INGERENCE

Colloque du lundi 19 janvier 2015

LA FRANCE ET LA REPUBLIQUE FACE A LA RADICALISATION

Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?
LE NOUVEAU TEST DE LA GRECE**

Colloque du lundi 13 avril 2015

QUEL MODELE DE REINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?

Table ronde du lundi 1^{er} juin 2015

**LE MOYEN-ORIENT
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES PUISSANCES**

Colloque du lundi 29 juin 2015

L'UKRAINE

Table ronde du lundi 14 septembre 2015

QUEL MODELE TERRITORIAL POUR LA REPUBLIQUE ?

Colloque du lundi 28 septembre 2015

QUEL AVENIR POUR LA LIBYE ?

Colloque du lundi 26 octobre 2015

LE MODELE FRANÇAIS D'INTEGRATION

Colloque du lundi 23 novembre 2015

**LA CHINE ET SES DEFIS :
VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT**

Colloque du lundi 14 décembre 2015

L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Colloque du lundi 1^{er} février 2016

ETATS-UNIS, HORIZON 2017

Colloque du lundi 18 avril 2016

INTEGRATION, LAICITE, CONTINUER LA FRANCE

Colloque du lundi 23 mai 2016

OÙ VA L'INDE ?

Colloque du lundi 6 juin 2016

**LES EVOLUTIONS DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER
MONDIAL**

Colloque du lundi 4 juillet 2016

**LA DEMOGRAPHIE EN EUROPE
ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES**

Colloque du lundi 24 octobre 2016

**L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETE PAR LE PEUPLE :
LIMITES, SOLUTIONS**

Colloque du lundi 14 novembre 2016

QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?

Colloque du lundi 12 décembre 2016

**VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION,
MYTHE OU REALITE ?
QUELLE STRATEGIE POUR LA FRANCE ?**

Colloque du lundi 6 mars 2017

ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE

Colloque du lundi 20 mars 2017

CIVILISATION, AVEC OU SANS 'S' ?

Colloque du lundi 22 mai 2017

OU VA LA TURQUIE ?

Colloque du lundi 29 mai 2017

L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMERICAINES

Colloque du lundi 18 septembre 2017

MAX GALLO, LA FIERTE D'ETRE FRANÇAIS

Rencontre-hommage du mardi 21 octobre 2017

L'ECOLE AU DEFI DE L'INTEGRATION REPUBLICAINE

Colloque du lundi 27 novembre 2017

LE MOMENT REPUBLICAIN EN FRANCE ?

Colloque du lundi 11 décembre 2017

QU'Y-A-T-IL DANS LE CHAUDRON DU MOYEN-ORIENT ?

Colloque du lundi 12 février 2018

DESERTIFICATION ET REANIMATION DES TERRITOIRES

Colloque du mardi 27 février 2018

L'EUROPE, COMMENT CA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?

Colloque du mardi 20 mars 2018

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica, **Joachim Imad et Nathan Crespy**, « **Une vue d'ensemble sur les relations commerciales internationales** », août 2018.
- **Franck Dedieu**, responsable du développement de la Fondation Res Publica : « **La fin d'un modèle économique, le nouveau départ d'un autre ?** » (suite au colloque du 4 juillet 2016 sur « Les évolutions du contexte économique et financier mondial »)
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014)
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et **Pierre Hess**, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- **Les nouvelles routes de la soie et les ambitions mondiales de la Chine**, note de lecture du livre d'Alice Ekman, *La Chine dans le monde* (CNRS éditions, 2018), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Déchiffrer le monde**, note de lecture du livre de Thierry de Montbrial, *Vivre le temps des troubles* (Albin Michel, 2017), par Marie-Françoise Bechtel, vice-présidente de la Fondation Res Publica
- **La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite : une « industrie idéologique »**, note de lecture du livre de Pierre Conesa *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- **Vers un monde hyper industriel**, note de lecture du livre de Pierre Veltz *La société hyper-industrielle – Le nouveau capitalisme productif* (Le Seuil, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- **La concorde civique face au spectre de la guerre civile**, note de lecture de l'ouvrage de David Djaiz *La guerre civile n'aura pas lieu* (Editions du Cerf, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- **L'euro contre l'Europe**, note de lecture du livre de Joseph Stiglitz *L'euro, comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe* (Les Liens qui Libèrent, 2016), par Franck Dedieu, responsable du développement de la Fondation Res Publica
- **Quelles alternatives pour sortir du piège de l'euro ?**, note de lecture du livre de Hans-Werner Sinn *The Euro Trap : on bursting bubbles, budgets and beliefs* (Oxford university press, 2014) par Sébastien Sibai.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en septembre 2018